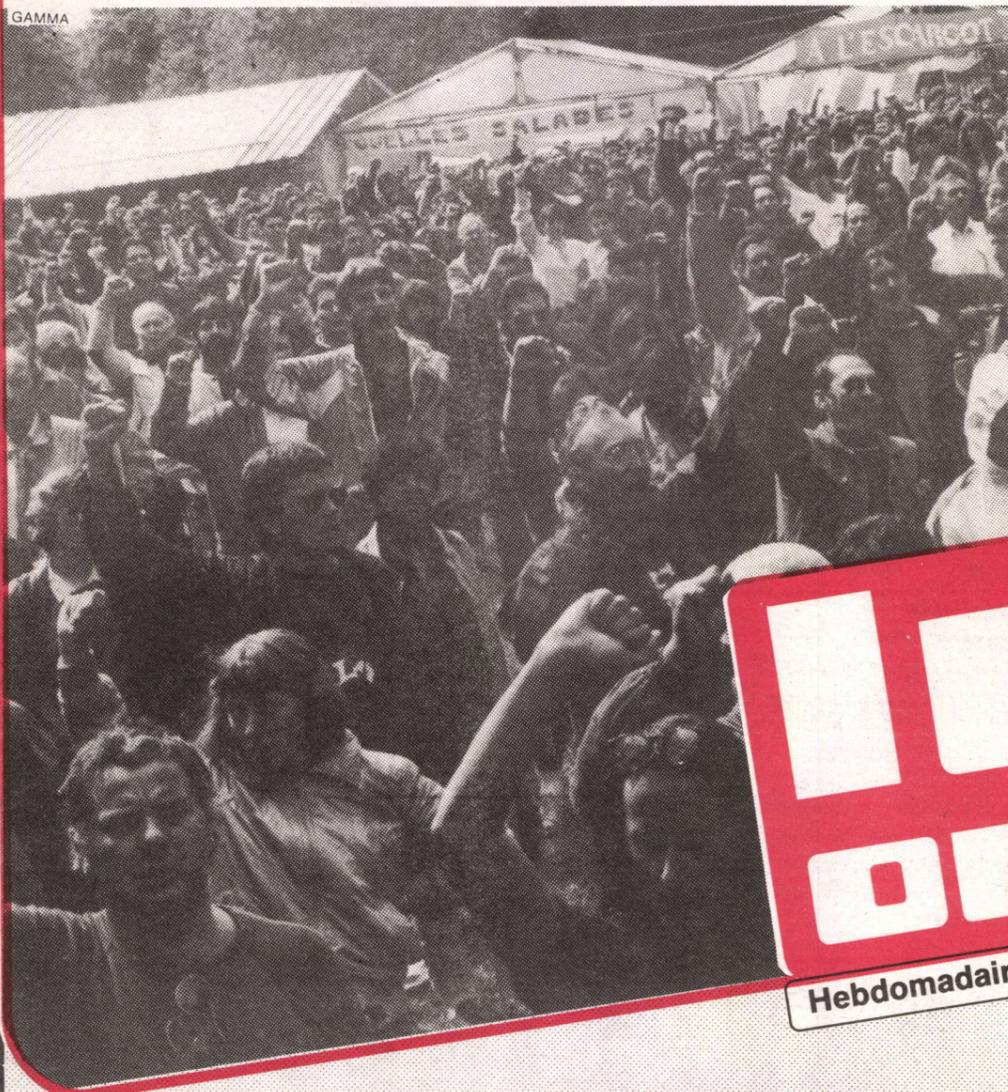


6, 7, 8 juin :



FÊTE de

LUTTE
OUVRIÈRE

Hebdomadaire - paraît le vendredi - N° 1 248 - 29 mai 1992 - prix : 9 F

Tapie - le licencié licencié

BÉRÉGOVOY AIME

LES AFFAIRISTES,

PAS LES "AFFAIRES"

M6189 - 1248 - 9.00 F



Tapie-le licencié licencié

BÉRÉGOVOY AIME LES AFFAIRISTES,

Les socialistes au gouvernement ont bien des malheurs. Leur mascotte, leur star, leur protégé, vient de tomber. Tapie, l'aventurier milliardaire que Bérégovoy avait chargé de discourir sur la misère des banlieues, vient de culbuter sur une vulgaire histoire de pot-de-vin.

Certes, celui qui l'accuse, un certain Georges Tranchant, député RPR, protégé de Pasqua, homme d'affaires et politicien à ses heures, est assez mal placé pour trancher de la moralité de Tapie. Patron d'une affaire de machines à sous, les bandits-manchots si bien nommés, c'est un ancien acolyte de Tapie. Il lui reproche de n'avoir pas partagé avec lui un dessous-de-table de 13 millions versés par les Japonais en 1983, dans une histoire de revente d'entreprise à Toshiba.

La justice est sur les dents. Personne n'avait bronché quand la nouvelle acquisition de Tapie, Adidas, a annoncé 500 licenciements. Mais qu'on apprenne que des affairistes se sont volés entre eux il y a près de dix ans, le scandale émeut la justice et ébranle le gouvernement !

Bâtissez votre fortune en mettant à la porte une bonne partie des travailleurs de toutes les entreprises que vous rachetez, et vous devenez ministre vedette. Oubliez de donner un pourboire à l'un de vos complices, le gouvernement vous lâche et vous demande de démissionner.

En réalité, la façon dont Tapie a accumulé sa fortune en dix ans résume tout à fait bien la politique des différents gouvernements qui se sont succédé sous Mitterrand.

Tapie est "un gagnant", comme dit le livre qu'il a écrit sur lui-même. Sa spécialité dans les affaires, c'est l'activité du charognard. Une entre-

prise ne peut pas rembourser ses créanciers ? Tapie arrive, la rachète pour une bouchée de pain (avec l'aide, malgré tout, d'une banque nationalisée comme le Crédit Lyonnais), et la revend un peu plus tard à prix d'or. Entre temps, Tapie aura "restructuré" l'entreprise comme disent les patrons, c'est-à-dire licencié le tiers ou la moitié du personnel. Les travailleurs sont à

quartiers populaires de Montfermeil, avec pour tout résultat d'avoir installé dans une tour désaffectée des ateliers de confection qu'ailleurs on dit clandestins, et dont les négriers surexploitent leur main-d'oeuvre à des tarifs du Tiers Monde...

Le gouvernement socialiste a exhibé Tapie, de la même façon que ce roi de l'épate et de l'argent mal acquis exhibait ses voitures de sport, son voilier trois mâts, son avion privé et ses beaux costumes. Cela a fait des jaloux chez la droite, forcément, qui a sorti

PAS LES "AFFAIRES"

chaque fois perdants, mais Tapie, lui, en sort toujours gagnant. Et comment !

Une trentaine d'entreprises lui sont ainsi passées entre les mains, depuis La Vie Claire, Manufrance, en passant par les balances Terraillon, les raquettes Donnay, jusqu'à Adidas, racheté en 1990. L'achat et la revente de la société de sport "Look" lui ont rapporté 200 millions de francs, l'équivalent du salaire de 2000 ouvriers pendant un an ! Mais il n'avait pas honte, Tapie. Il eut le culot d'annoncer lui-même, devant les salariés, le nom de chacun des licenciés. Les piles Wonder, autre exemple, lui ont rapporté plus du double, 470 millions de francs, toujours de la même façon !

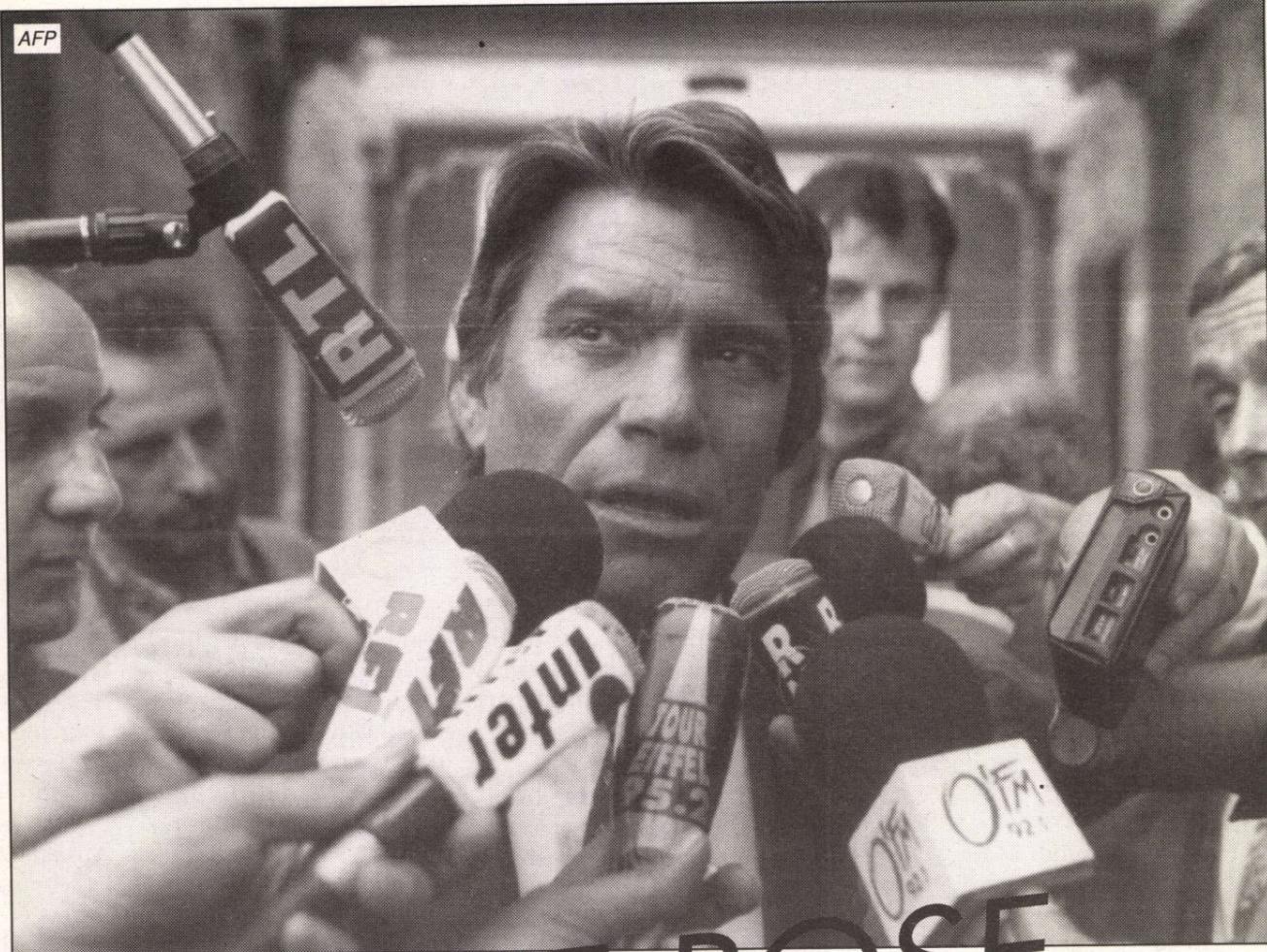
C'est la crise économique qui a fait la fortune de Tapie et ses pareils, payée par le malheur des trois millions de chômeurs.

C'est ce même Tapie qui se vante d'avoir réhabilité les

L'éditorial
d'Arlette
LAGUILLER

un scandale de derrière les fagots.

Et ces Fabius, ces Mauroy qui, il y a seulement quelques semaines, en pleine campagne électorale, ne juraient que par les mérites de Tapie prennent aujourd'hui un air dégoûté. La façon dont ils lâchent aujourd'hui Tapie est aussi lamentable que la façon dont ils l'ont encensé, car ils savaient tout de lui depuis longtemps. Ils ne sont vraiment pas beaux les politiciens de la République du fric.



LE TAPIE ROSE... ET L'HOMME DES TAPIS VERTS

Tapie a pour la première fois fait parler de lui dans la presse en proposant de racheter les châteaux français du dictateur africain Bokassa, tombé de son piédestal. Pas dégoûté ! Il n'a eu ensuite plus de cesse de ramasser des entreprises pour les revendre par morceaux ou en entier. Les balances Terraillon et Testut, les produits diététiques la Vie Nouvelle, les piles Wonder, Adidas, il n'est pas une entreprise où Tapie soit passé sans licencier. Ce prétendu petit génie de la finance a même réussi à se faire épingle ces jours-ci par la Commission des opérations de bourse qui lui reproche de ne pas informer suffisamment ses actionnaires sur ses diverses sociétés. Car les entreprises Bernard Tapie sont cotées en Bourse : on comprend mieux alors que Bérégovoy soit tombé amoureux de lui...

"Qui se ressemble s'assemble", dit le dicton. Georges Tranchant, ce dé-

puté RPR des Hauts-de-Seine qui accuse son ancien associé Tapie de l'avoir floué, est encore moins reluisant que son ex-compère.

Patron connu pour ses opinions de droite voire d'extrême-droite, admirateur, paraît-il, de la dictature chilienne de Pinochet, il a démarré comme importateur, puis fabricant de matériel électronique, dans les années 1960 et 1970. Quand son business devint moins prospère, il mit la clé sous la porte. C'était en 1981, et Tranchant en rend responsable le gouvernement de gauche qu'il accuse de tuer les entreprises. C'est à ce moment que Tapie, à l'époque au mieux avec lui, reprit ce qui restait de sa société.

Elu député RPR, Tranchant continua alors grâce à ses nombreux amis, bien placés pour l'aider, à exploiter des créneaux juteux. Ainsi en 1988, deux sociétés dans lesquelles il avait des intérêts se virent accorder par son protecteur Pasqua, alors ministre de l'Inté-

rieur, deux lucratives autorisations. La première était le droit d'importer des machines à sous (le visa ne fut attribué qu'à trois heureux bénéficiaires) et la seconde, la gestion de quatre casinos, sur les seize créés toujours sur décision de Pasqua. Evidemment l'ex-vendeur de pastis aux tripots marseillais et l'ancien patron du SAC, le service d'ordre gaulliste, si accueillant aux repris de justice, était bien placé pour connaître tout ce que peut apporter le milieu... des jeux. Tranchant y a

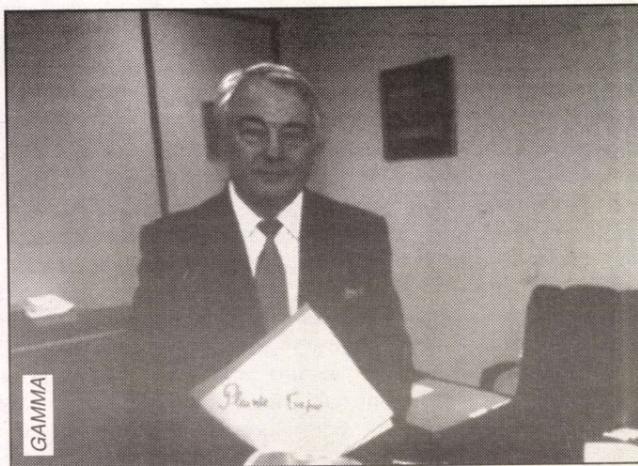
depuis refait fortune.

Qu'ajouter encore, sinon que ledit Tranchant a marié sa fille à Olivier Dassault, lui aussi député RPR, patron plein aux as, et petit-fils du Marcel qui avait lancé Chirac dans la politique.

Comme disait Pasqua à propos de Tapie, il est vraiment scandaleux de mélanger les affaires et la politique. Au moins au RPR, il n'y a même pas besoin de mélanger, c'est déjà la même chose depuis longtemps.

Pierre VERNANT

Tranchant, député RPR, ex-compère de Tapie, fait dans les machines à sous.



CROISSANCE, REPRISE... DU CHÔMAGE ET DU DÉFICIT DE L'UNEDIC

En même temps électrique, l'armement, et d'autres, on annonce de nouvelles vagues de licenciements. Une situation à faire couler l'assurance chômage. A quelques jours de l'ouverture d'une nouvelle discussion sur le financement de l'UNEDIC, le représentant du CNPF, dans un entretien au journal *Les Echos* du 26 mai, prévient que le déficit en 1992 ne sera pas de 9 mais de 12 milliards et que si rien n'est fait "nous ne pourrons plus payer les chômeurs à partir d'octobre". Le déficit accumulé avec celui de 1991 atteindra les 20 milliards et, malgré un prêt des banques de 15 milliards obtenu fin avril, les caisses seront vides dès juillet.

L'expansion du produit intérieur brut aurait atteint 1% pour la période donnée, ce qui ferait 4% en rythme annuel... Si tout voulait bien continuer comme ça. Le trimestre précédent, la croissance avait été de 0,1%, ce qui faisait en rythme annuel 0,4%... Comme on le voit il y a manière et manière de présenter les statistiques. Surtout que l'INSEE explique, avec les statistiques du 1er trimestre 1992, que la croissance est tirée pour plus de la moitié par les résultats à l'exportation qui eux ont augmenté de 4,3% par rapport au trimestre précédent. Et par contre, selon les statistiques de la même source, les investissements continuent de reculer avec 0,6% en moins pour la même période.

De toute façon, croissance ou pas, Bérégovoy a tenu à dire après la publication de ces résultats, qu'il "n'est pas certain du tout" que cela suffise à "résorber le chômage". C'est bien le moins que l'on puisse dire au moment où dans l'automobile, l'électronique, la construction

électrique, l'armement, et d'autres, on annonce de nouvelles vagues de licenciements.

Les patrons ne sont pas gênés pour autant. Ce sont encore les chômeurs et les travailleurs qu'ils veulent pénaliser, alors même qu'ils continueront à se remplir les poches et les coffres.

Le patronat, qui licencie à tour de bras, voudrait faire modifier les conditions d'indemnisation des chômeurs, et il n'est pas difficile de deviner quel est le sens des mesures qu'il prépare. On sait maintenant que les mesures de licenciements des plus de 55 ans, en mettant des travailleurs de plus en plus nombreux de cette tranche d'âge aux ASSÉDIC, provoquent un trou de 25 milliards dans la caisse de l'UNEDIC et représentent 28% des dépenses d'indemnisation de l'assurance chômage.

Les patrons ne sont pas gênés pour autant. Ce sont encore les chômeurs et les travailleurs qu'ils veulent pénaliser, alors même qu'ils continueront à se remplir les poches et les coffres.

L. G.

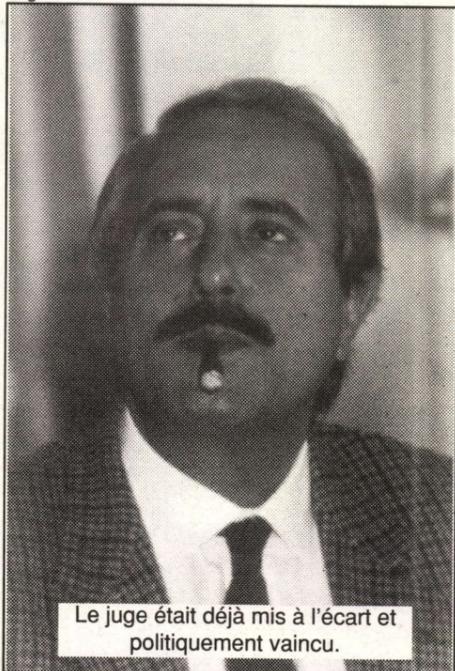
ITALIE

Le juge Falcone assassiné

UN ÉTAT "EN ODEUR DE MAFIA"

Cent kilos d'explosif, un cratère de plus de cent mètres ouvert dans l'autoroute menant de Palerme à l'aéroport, la mort non seulement pour le juge, mais pour sa femme et ses trois gardes du corps, et évitée de justesse pour quelques automobilistes qui passaient au même moment : la Mafia n'y a pas été de main morte pour se débarrasser de Giovanni Falcone. Le nom du "juge anti-Mafia" vient s'ajouter à bien d'autres comme, il y a dix ans, le général Dalla Chiesa assassiné en plein Palerme ; lui aussi était un serviteur de l'Etat qui croyait à sa fonction, avait choisi ses risques et s'était exposé personnellement dans le combat contre l'univers de "Cosa Nostra".

Signorelli/GAMMA



Le juge était déjà mis à l'écart et politiquement vaincu.

Le juge Falcone n'avait sans doute guère d'illusions. Il se savait condamné et l'avait dit à plusieurs reprises. Il savait qu'autos blindées et gardes du corps ne le sauveraient pas éternellement, et qu'il n'est guère de comptes que la Mafia ne finisse par régler un jour.

Or, Falcone était l'homme qui avait fait parler en 1984 le célèbre "repenti" mafieux, Tommaso Buscetta. Celui-ci, transgressant la loi du silence, avait révélé pour la première fois une partie des structures secrètes de l'organisation, permettant à Falcone d'ouvrir des "maxi-procès" et de faire condamner plus de trois cents personnes. Et cela, bien sûr, Falcone pouvait s'attendre à ce que la Mafia ne le lui pardonne pas.

Et pourtant si celle-ci a pu avoir l'audace de sembler défier l'Etat italien de

cette façon, c'est qu'avant même d'être un homme mort, Falcone était un homme vaincu, et vaincu politiquement, depuis un certain temps déjà.

C'est peu de dire qu'il existe un réseau de complicités entre la Mafia sicilienne et l'Etat. Que juges, policiers, ecclésiastiques, politiciens de tout acabit, à commencer par la Démocratie-Chrétienne sicilienne, soient nombreux à être "en odeur de Mafia", c'est un fait bien connu. Et que politiciens véreux, affairistes, trafiquants et simples bandits sachent coopérer comme les doigts d'une seule main, cela n'est pas vrai seulement en Sicile, même si cela y est plus spectaculaire qu'ailleurs.

Cela n'a pas empêché à bien des reprises qu'il existe, au sein de l'appareil d'Etat italien, des Falcone ou des Dalla

Chiesa convaincus que leur mission n'était pas de protéger la Mafia mais de la combattre, et capables aussi à force d'opiniâtreté de déchirer un peu du voile, de desserrer un peu l'étreinte du réseau des complicités occultes et de porter quelques coups à "la pieuvre". Ils ont souvent pu le faire à la faveur de ruptures d'équilibres entre clans de la Mafia, voire de moments où quelques complicités politiques venaient à faire défaut à celle-ci. C'est sans doute ce qui s'est produit au début des années quatre-vingts et qui a permis à Falcone de porter ses coups.

Mais, comme d'habitude, ces ruptures n'auront été que temporaires, et depuis plusieurs années déjà Falcone pouvait sentir se resserrer les filets de "Cosa Nostra". Un juge obscur, et moins engagé dans la bataille contre l'organisation cri-

L'élection présidentielle

APRÈS LE ZORRO COSSIGA

LE ZÉRO SCALFARO

L'élection présidentielle italienne, terminée le 25 mai par l'élection du démocrate-chrétien Oscar Luigi Scalfaro, n'aura pas battu de record. Scalfaro a été élu au seizième tour de scrutin, contre le record absolu de 23 tours pour l'élection de Giovanni Leone en 1971. Mais il aura tout de même fallu pour cela l'exécution d'un juge par la Mafia. Qui peut dire sinon combien de tours de scrutin auraient été encore nécessaires pour parvenir à l'entente entre partis qui a rendu l'élection possible ?

l'écart de cette majorité que les Ligues et les néo-fascistes à droite, et le PC maintenu sous le nom de "Rifondazione Comunista" à gauche.

Scalfaro une fois élu se voit bien entendu décerner des fleurs pour son "intégrité", son "honnêteté", etc. La vérité est qu'il a surtout l'avantage de la nullité. Il serait, c'est tout dire, un démocrate-chrétien croyant "vraiment" en Dieu, l'imbécile parfait en somme. Il n'est pas un des leaders de parti qui ont tenté de passer l'élection en force, du socialiste Craxi au démocrate-chrétien Forlani en passant par le républi-

cain Spadolini. Il s'est affirmé face au président sortant Cossiga, atteint de délire présidentiel, comme un partisan des pouvoirs du Parlement. Bref, Scalfaro est un président anti-présidentieliste comme on n'en rêvait plus, une non-personnalité effacée et qui, en apparence du moins, promet de se cantonner au rôle d'inaugurateur de chrysanthèmes...

Après quinze jours passés à tenter d'échafauder des combinaisons et des alliances aussitôt défaits, les principaux partis parlementaires ont donc trouvé un point d'accord minimum. Il consiste surtout, face

à toutes les pressions pour mettre en place un régime présidentiel et un exécutif fort diminuant les prérogatives du Parlement et des partis, à se promettre mutuellement de ne pas changer les règles du jeu institutionnel en élisant une sorte d'"anti-Cossiga".

Mais cela veut dire d'abord que l'élection de Scalfaro ne met pas un terme à la crise politique... le problème de la majorité gouvernementale à trouver et du futur président du Conseil reste entier, même si la majorité qui s'est rassemblée sur le nom de Scalfaro donne peut-être une indication.

Et puis les politiciens italiens devraient se méfier de l'eau qui dort. Cossiga lui-même, avant de se prendre pour l'accoucheur d'un nouveau régime, semblait un notable presque aussi incolore que Scalfaro aujourd'hui.

En attendant, le PDS qui a donné à Scalfaro l'appoint de ses voix, nécessaires pour son élection, pourra ainsi expliquer que, sans doute, il a voté pour un démocrate-chrétien, mais qu'au moment où face au drame de Palerme l'Etat italien semblait désespéré, il fallait qu'encore une fois l'ancien PC donne des gages de sa responsabilité et de son sens de l'Etat... Et le dirigeant du PDS Occhetto ajoutera sans doute que le calcul est bon car Scalfaro sera de ceux qui respecteront le Parlement, donc le PDS, et qui peut-être lui ouvriront la voie des majorités gouvernementales.

Mais dans la voie de l'aplatissement, Occhetto et le PDS ne sont peut-être pas au bout de leurs peines. Au moment où l'on parle tant de "gouvernabilité" en Italie, c'est d'abord à lui que les autres partis pourraient demander de faire des efforts, de se renier encore et encore - aux dépens bien sûr des travailleurs et des couches populaires qui constituent une bonne part de son

AnticoliGAMMA



Scalfaro : il paraît qu'il croit vraiment en dieu

La mort du juge sicilien est en effet venue à point nommé pour fournir le prétexte politique qui manquait au PDS (l'ex-Parti Communiste devenu "Partito Democratico della Sinistra", Parti Démocratique de la Gauche, pour se rallier à un candidat démocrate-chrétien. Scalfaro, réactionnaire bon teint et un des plus bigots des candidats que pouvait fournir la Démocratie-Chrétienne, est ainsi l'élu d'une sorte de majorité d'union nationale comprenant, outre son propre parti, les partis du centre à l'exception du Parti Républicain, les Verts, le Parti Socialiste, et enfin, le PDS. Ne restent à

minelle, lui avait été préféré à la tête des juges de Palerme. Le "pool anti-Mafia" dont il s'était entouré avait été démantelé. Falcone avait eu une "promotion" à Rome, l'éloignant du théâtre de ses investigations...

C'étaient autant de "signaux" plus ou moins discrets qui montraient que le réseau traditionnel des complicités politiques avait repris le dessus au sein de l'Etat, et que le juge était plus que jamais un homme seul. Des signaux comme bien d'autres en avaient reçu avant lui et qui ne pouvaient tromper : ils sonnaient comme l'annonce de l'exécution. Et le 25 mai, la foule assistant à l'enterrement et qui a conspué les politiciens présents aux cris de "honte", "assassins !", ou "clowns !" a montré qu'elle aussi avait compris que, bien avant d'être assassiné, Falcone avait été "lâché".

La Mafia n'est pas seulement une organisation criminelle. Elle est aujourd'hui une organisation financière opulente, la vingtième puissance financière de la planète selon certains. Elle fait partie des puissants de ce monde, avec des méthodes simplement un peu plus brutales, ou un moins discrètes, que la plupart des autres "mafias" politico-financières qui gouvernent la société capitaliste. Elle a, comme toutes celles-ci, des liens étroits avec le pouvoir d'Etat - et certainement pas seulement en Italie. D'une certaine façon, la Mafia, c'est l'Etat. Quitte, quand il le faut, et comme tout pouvoir d'Etat, à le rappeler par une exécution ; publique et démonstrative pour que nul n'en ignore.

André FRYS

électorat. Et puisque l'élection de Scalfaro montre que le PDS est dans de bonnes dispositions...

A.F.

Vient de paraître :

LUTTE DE CLASSE

mai - juin 1992
(n° 47)

Au sommaire :

- Los Angeles
L'explosion de la colère
- Afghanistan
La guerre des appareils militaires
- Les Kurdes
Un an après la guerre du Golfe
- Les Caraïbes
en morceaux
- Turquie
La situation incertaine du gouvernement Demirel

Prix : 10 F
Envoi contre 12 F en timbres.

Ex-Yougoslavie

LA POPULATION ALBANAISE DU KOSOVO CONTRE L'OPPRESSION PAR LA SERBIE

GAMMA



Malgré l'opposition de la population locale, le gouvernement de Belgrade ne laisse pas échapper le Kosovo

Alors que l'ensemble des populations de Sarajevo et de la Bosnie-Herzégovine sont devenues les otages de bandes armées de moins en moins contrôlées, semble-t-il, par ceux-là mêmes qui les ont mises en branle - les dirigeants des diverses cliques nationalistes, et pas seulement serbes en l'occurrence -, le gouvernement de Belgrade apparaît plus nettement dans la ligne de mire des dirigeants américains. En tout cas, James Baker a, le 22 mai, évoqué la possibilité d'une action militaire internationale du "monde civilisé" (ce sont ses termes) contre la Serbie, en Bosnie.

Ce qu'il en adviendra effectivement, la suite le dira. Le gouvernement de Serbie aurait, quant à lui, déjà pris la précaution de transférer ses avoirs susceptibles d'être gelés...

Les affrontements meurtriers dont les populations sont les victimes impuissantes n'excluent cependant pas rencontres et tractations entre dirigeants serbes et croates, ou croates et musulmans, en vue d'un dépeçage entre complices de la Bosnie-Herzégovine. Car sur le fond, les cliques qui s'affrontent sont de même nature, partagent les mêmes ambitions égoïstes et le même mépris des peuples.

Les dirigeants serbes se trouvent, quant à eux, en présence d'un autre problème, qui resurgit, sur leur propre territoire : au Kosovo, où ils oppriment féroce-ment la population albanaise.

★ ★ ★ ★

Les élections parlementaires et présidentielles organisées, dimanche 24 mai, parmi la population albanaise du Kosovo (90% de la population totale de cette province) ont connu comme on pouvait s'y attendre une très large participation. Seul candidat à la présidence, le leader de la Ligue Démocratique du Kosovo, l'écrivain Ibrahim Rugova, a obtenu un vote unanime en sa faveur.

Mais ces élections n'étaient pas des élections banales. Elles étaient organisées clandestinement. Les bureaux de

vote étaient des appartements, des maisons, des baraques de chantier, etc. Pour les dirigeants serbes qui maintiennent le Kosovo sous leur botte, elles étaient en effet illégales, et leur résultat nul et non avenue.

La province du Kosovo présente la particularité d'avoir été le berceau de l'Etat serbe du Moyen-Age, revendiquée à ce titre par les nationalistes serbes comme "leur", mais de s'être peuplée depuis bien longtemps d'une population albanaise, au point que la population serbe qui y vit n'est plus qu'une petite minorité.

Depuis la création d'un Etat yougoslave en 1918, et y compris sous Tito, les Albanais du Kosovo ont subi pourtant la domination et l'oppression de cette minorité serbe, appuyée par l'Etat central. Cependant, du point de vue des droits nationaux, leur situation s'est améliorée à la fin des années 60 et surtout avec la Constitution promulguée en 1974 qui accordait au Kosovo un large statut de "Province autonome", rattachée à la Serbie. Les liens avec l'Albanie voisine, en matière d'enseignement, de littérature, etc., en langue albanaise se multipliaient, notamment.

Mais depuis les années 80, cette situation a brutalement régressé.

Sur le plan économique, le Kosovo est sans doute la région la plus pauvre de l'ex-Yougoslavie, malgré ses matières premières minières dont les régions plus riches comme la Slovénie ont pu profiter à bas prix. Le chômage y est devenu massif et le niveau de vie est très bas. A plusieurs reprises, la province a été le théâtre de grèves générales et de soulèvements massifs, aux racines sociales manifestes.

Les organisations albanaises qui se sont développées l'ont fait sur le terrain du nationalisme. Elle se sont mises à revendiquer pour le Kosovo un statut de République souveraine à l'instar des autres composantes de la fédération. Mais ces mêmes années 80 qui suivirent

la mort de Tito virent parallèlement la montée du dirigeant serbe Milosevic, qui choisit, lui, pour asseoir son pouvoir à Belgrade, de brandir le péril que représenteraient les Albanais pour la minorité serbe locale. Milosevic a bâti son ascension sur le thème "Le Kosovo nous appartient".

En septembre 1990, il abolissait toute forme d'autonomie de la province. La répression n'a pas cessé. Les Albanais subissent une discrimination systématique : licenciement des ouvriers albanais, des médecins albanais des hôpitaux, suppression de l'enseignement en albanais, etc. Les Albanais du Kosovo sont soumis à un véritable statut colonial et à un Etat policier.

La Ligue Démocratique du Kosovo de Rugova, qui avait déjà organisé un référendum en faveur de l'indépendance en septembre 1991, vient donc de franchir un nouveau pas, dans un contexte où la Serbie peut sembler très isolée sur le plan international. De ces élections du 24 mai doit en principe sortir un gouvernement albanaise parallèle sous sa direction. De là à ce qu'il puisse fonctionner effectivement, il y a sans doute loin.

Pour le moment, les forces de répression serbes n'ont pas bronché et les dirigeants serbes feignent d'ignorer ce qui s'est passé. Le potentat serbe qui est à la tête du Kosovo a néanmoins déclaré que "le fait de réclamer la République du Kosovo est une déclaration de guerre", en ajoutant "aucun dirigeant serbe ne se maintiendrait au pouvoir s'il accepterait de telles revendications".

Milosevic et ses acolytes ont si bien attisé le fanatisme nationaliste qu'on peut en effet le croire. Et, de toute façon, si la Serbie de Milosevic, qui (avec le petit Monténégro) se proclame continuateur de l'ex-Yougoslavie sur son territoire réduit, mène sa guerre en Croatie et en Bosnie dans le but de l'agrandir, ce n'est sûrement pas pour accepter de lâcher le Kosovo.

Christiane LE GUERN

Après l'annonce de la nouvelle politique agricole européenne décidée par les Douze à Bruxelles, des manifestations d'agriculteurs ont eu lieu dans plusieurs régions et dans plusieurs villes. Si toutes les conséquences de la nouvelle orientation ne peuvent pas encore être appréciées, un certain nombre d'agriculteurs s'en sentent déjà les futures victimes.

Jusqu'à présent, la politique agricole européenne avait amené à garantir les prix, sur un fonds commun à tous les pays de la Communauté. C'est l'essentiel de ce qu'on a appelé "l'Europe Verte"; un ensemble de mécanismes d'aide et de subventions qui, tout en n'empêchant pas le nombre d'exploitations agricoles et de paysans de se réduire au fil des années, a conduit à une augmentation de la production et de la productivité et à un accroissement des échanges de produits agricoles au sein même des pays de la Communauté Européenne.

Mais ce système des prix garantis - c'est-à-dire non soumis aux lois du marché et indépendants de l'offre et de la demande - a conduit à une accumulation de stocks de

plus en plus gigantesques, qu'il s'agisse de carcasses d'animaux de boucherie, de beurre, ou de céréales. Et les contribuables des pays européens ont payé de plus en plus cher pour subventionner une agriculture toujours plus excédentaire au regard des possibilités de l'écouler auprès de consommateurs solvables.

Ces "surplus" agricoles exerçaient une pression à la baisse sur les cours mondiaux, et obligeaient à subventionner toujours plus les exportations. Et bien entendu, si ce système permettait à un certain nombre d'agriculteurs de se tenir la "tête au-dessus de l'eau", il profitait surtout aux plus gros exploitants et les enrichissait d'autant plus qu'ils étaient plus riches.

La nouvelle politique agricole que veulent mettre en place les gouvernements des Douze prétend vouloir redonner une véritable "maîtrise de la production". Elle prévoit une forte baisse des prix, une redistribution des subventions qui, à terme, se traduira par une restriction des aides, et une réduction de la production. Pour les céréales, les prix devront baisser de 29% en trois ans et

15% des terres cultivables devront obligatoirement être mises en jachère en 1993, ce pourcentage étant revu chaque année en fonction de la situation. Des primes devront, nous dit-on, compenser les pertes de revenus des agriculteurs, primes qui seront payées en fonction du nombre d'hectares mis en jachère. Et la taxe de "co-responsabilité" payée par les agriculteurs, instaurée pour inciter à ne pas dépasser des quotas de production fixés communautairement par les

gouvernements, sera supprimée. Selon le journal *Les Echos*, "si ce système risque de décourager l'installation des jeunes, il sauvegarde les exploitations moyennes sans pénaliser les "gros céréaliers", les aides n'étant pas plafonnées".

Pour les éleveurs de bétail, la baisse des prix devra être de 15% sur trois ans, la prime à la vache laitière supprimée, et par contre la prime à la vache allaitante fortement augmentée. Le nombre d'animaux subventionnés se-

ra limité en fonction de la surface de l'exploitation. Il s'agit de favoriser l'élevage extensif (sur des surfaces de terre plus grandes) par rapport à l'élevage intensif (en batterie). Les possibilités de reconversion seront d'autant plus difficiles que les exploitations seront plus petites.

Jusqu'à l'Europe Verte avait fonctionné en favorisant la production et même ce que l'on appelle la "surproduction". Elle fonctionnera dorénavant en favorisant le freinage de la pro-

duction et le gel des terres. Mais dans les deux cas, les plus gros des exploitants agricoles rafleront l'essentiel de la mise. Et ce qui est le plus aberrant, à notre époque où les deux tiers des hommes qui peuplent la planète ne mangent pas à leur faim, c'est de voir que cela s'accompagne tantôt de stockage monstrueux de nourriture dont la collectivité paye les frais, tantôt de subventions aux capitalistes de l'agriculture pour les empêcher de produire.

Louis GUILBERT

La nouvelle politique agricole commune :

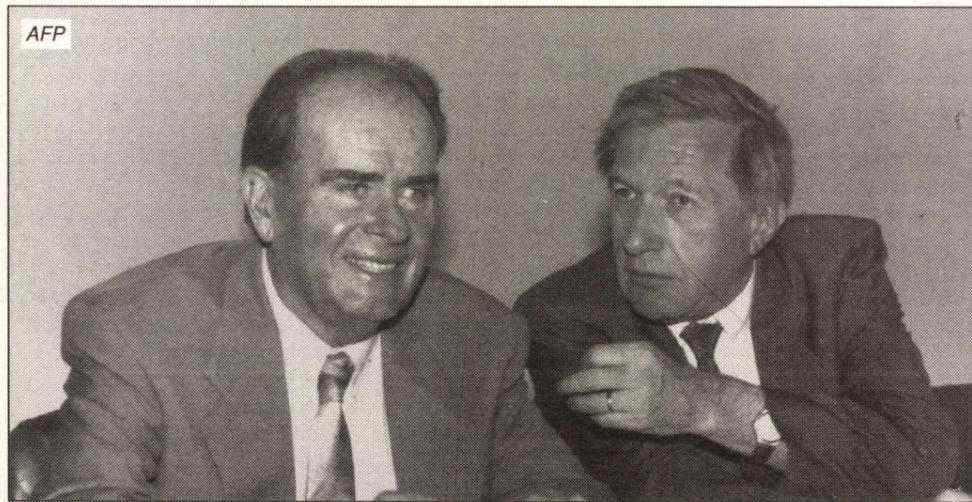
TROP A MANGER ? MAIS POUR QUI ?



Comme l'ancien, le nouveau système de subventions avantage les gros agriculteurs au dépens des petits.

MAASTRICHT

CONTRE L'EXTENSION DU DROIT DE VOTE LE FRONT MARCHAIS-PASQUA



Conférence de presse du PCF contre Maastricht : une logique nationaliste.

Dans sa campagne contre la signature du traité de Maastricht, le PCF fait feu de tout bois pour ranimer la flamme du chauvinisme.

Parmi les thèmes qu'il enfourche, il y a l'extension du droit de vote aux ressortissants de la Communauté Européenne. Les dirigeants du PCF se proclament pour le principe de l'extension de ce droit, en général. Georges

Marchais a rappelé, le 25 mai sur les antennes de *France-Inter*, que le programme de son parti se prononçait "pour le droit de vote aux élections européennes, municipales et prud'homales de tous les immigrés installés en France depuis cinq ans". Mais, a-t-il ajouté, ce que prévoit Maastricht, c'est autre chose, une discrimination... puis-

qu'un Hollandais ou un Allemand - soit qu'il travaille chez nous, soit que, très fortuné, il y achète de la terre, etc. -, aura le droit de vote alors que l'ouvrier malien, l'Algérien ou autre qui, lui, travaille chez nous n'aura pas ce droit. Moi j'appelle cela une politique raciste. C'est pourquoi nous sommes contre" a dit Marchais.

Dans d'autres textes du

PCF, sans doute pour conférer au raisonnement une tonalité plus "lutte de classe", on peut lire : "Un patron allemand aurait le droit de vote alors qu'un travailleur immigré africain ne l'aurait pas". Mais la position du PCF revient à dire : puisque ce droit sera restreint, nous sommes contre son extension partielle. Elle a de quoi laisser perplexe.

Car en quoi le fait que l'on ne lie pas le droit de vote à l'appartenance à telle ou telle nationalité, même réduite à celle des douze Etats communautaires, empêcherait que l'on milite pour l'extension de ce droit au-delà de ces limites ? Au contraire, ce serait un argument, un point d'appui pour combattre les réflexes chauvins, rétrécis, conservateurs de ceux qui sont opposés à une vision plus large, plus internationaliste de la citoyenneté. L'argumentation du PCF n'est pas convaincante. Mais elle

s'inscrit dans la logique, en fait nationaliste, qu'il défend.

Et ce n'est pas le hasard qui fait que Pasqua, militant lui aussi contre l'extension du droit de vote, utilise une argumentation proche. Si l'on étend le droit de vote aux ressortissants de la Communauté Européenne, a-t-il dit, cela signifie par exemple que les Turcs qui résident en France l'auront tôt ou tard, puisque la Turquie va entrer un jour ou l'autre dans cette Communauté. Serait-il juste qu'ils puissent voter, eux qui sont si peu insérés, alors que des Maghrébins qui, eux, sont mieux intégrés, parlent notre langue, en seraient privés ?

Ne soyons pas dupes de cette soudaine commisération de l'ex-ministre de l'Intérieur de Chirac, ni de ce souci nouveau d'équité à l'égard de l'immigration nord-africaine. Il suffit de retourner son argumentation et alors on retrouve les thèmes sécuritaires connus, les vieux

épouvantails de l'invasion des barbares. Demain peut-être les Turcs et, si l'on ouvre une brèche dans l'urne, qui s'y engouffrera ?

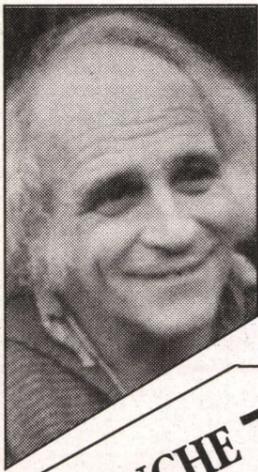
Certes les mesures proposées par le traité de Maastricht en matière d'élargissement des droits ne sont qu'une tentative bien timide, bien hésitante, et pour tout dire ni franchement hardie, ni encore moins révolutionnaire.

Mais prendre prétexte de ces limites pour se déclarer contre, c'est de la part de Marchais et de Pasqua pure hypocrisie. Et c'est surtout une occasion pour eux de cultiver cette fumisterie funeste qui consiste à faire croire qu'il y a une solidarité de tous les Français, comme il y aurait une solidarité de tous les Allemands, de tous les Britanniques, de tous les Italiens. Comme si en France, en Italie ou ailleurs, il n'y avait pas les exploités et les exploités, les capitalistes et les travailleurs !

Jean-Pierre VIAL

Voici notre programme qui peut encore être légèrement modifié

SAMEDI 6



LEO FERRE
dans un récital de ses chansons parmi les plus célèbres.

DIMANCHE 7

14 h Quartette de Jazz avec MAL WALDRON (piano) et THIERRY BRUNEAU (saxophone)

15 h Allocution d'ARLETTE LAGUILLER

16 h LITTLE BOB *Rock et blues*
18 h WILLEM BREUKER KOLLEKTIEF *Jazz, humour et musique improvisée*
19 h 30 ROMAIN DIDIER *Chanson française*
21 h 30 DUCKY SMOKTON *Swing français*

LUNDI 8

14 h ALAIN GIROUX & JEAN-LOUIS MAHJUN *Blues'n boogie*

15 h Allocution d'ARLETTE LAGUILLER

16 h DIDIER GUSTIN *Spectacle d'imitation*
17 h 30 FABIENNE THIBEAULT *Chanson française*

ANIMATION

Dans les allées de la Fête :

SAMEDI 6

SWING STREET Variétés jazz
TEATRO SCIENTIFICO DI VERONA *commedia dell'arte*
KARUMARU *Musique d'Amérique latine*

DIMANCHE 7

SWING STREET Variétés jazz
LES FRERES BACCHUS *Clowns*
ALEXANDRE L'AGODAS *orgue de barbarie*

LUNDI 8

LE TRIO DIATONIQUE *folk*
TEATRO SCIENTIFICO DI VERONA *commedia dell'arte*

AU CABARET

- ELISABETH - Chansons françaises
- MAHDI - Récital de guitare
- TRIO ROMANE - musique folklorique roumaine
- TRANS CELTIQUE EXPRESS - musique irlandaise et celtique
- ROSSIGNOL - magicien "Evasion d'un coffre-fort".

THEATRE DE VERDURE

14 h HUGGY BEARS *Rock*
15 h 30 PANAMA *Variétés*
17 h LOU VOLT *Chanteuse humoristique*
19 h LA MARMAILLE NUE *Chansons réalistes par passésistes*
20 h 30 Bernard MEULIEN *raconte Gaston Couté et Jacques Prévert*

THEATRE DE VERDURE

14 h 15 TOFFO *Chanson française*
15 h 30 DE JADE *Rock*
18 h ANNE PEKOSLAWSKA *"Un peu comme Ophélie" spectacle poétique et musical*
19 h 45 LES PASSE-MURAILLES *Spectacles de clowns et de jongleurs*
21 h 30 ASHANTI *Afro-reggae*

THEATRE DE VERDURE

12 h 15 ANKO TI TAK *Musique antillaise traditionnelle*
14 h PARIS-BANLIEUE *Rock*
15 h 30 FABIENNE ELKOUBI *auteur-compositeur interprète accompagnée par P. CHEREZ et D. YVON*
17 h MOPS *Blues Funk*
18 h THE MIME *Rock fantaisie*

TROIS JOURS DE FETE
La fête commence le samedi 18 mai à 12 heures et dure jusqu'à 23 heures.
Le dimanche, elle ouvre à huit heures du matin et se prolonge dans la nuit du dimanche au lundi par un bal sur musique enregistrée.
Elle reprend le lundi à 8 heures pour se terminer à 20 heures.

LA FÊTE

6, 7 et 8 juin

La Fête de Lutte Ouvrière, c'est devenu une tradition. Et cette année encore nous espérons bien réunir nos sympathisants et amis, tous ceux qui nous connaissent et apprécient nos idées et nous soutiennent fidèlement. Car la Fête de Lutte Ouvrière n'est pas seulement la possibilité de passer trois jours à la campagne, c'est aussi un trait d'union entre des hommes et des femmes qui ont gardé le sens de la solidarité ouvrière et le goût des valeurs socialistes.

Quand nous avons fait pour la première fois le projet de réaliser une grande fête populaire, c'était en 1971. Peu de temps après Mai 68. Il y avait encore, dans l'air, un climat de liberté, de contestation et d'allégresse qui nous avait alors incités à tenter l'essai.

Depuis, bien des années ont passé. Le monde a changé, l'URSS a perdu son titre et beaucoup de sa substance, les régimes prétendument communistes de l'Est se sont effondrés et s'enfoncent dans l'anarchie des sociétés de marché, la misère et le chaos. Le monde capitaliste, lui, offre, y compris dans le pays le plus riche du monde, les Etats-Unis, l'image d'une société tellement inégalitaire que le luxe le plus sophistiqué y côtoie la détresse des sans-logis, le chômage et la drogue. Et que dire des pays sous-développés, qui vivent une tragédie permanente faite de famine, de dictature et de corruption ?

Oui, le monde a changé mais en pire. Toutes les contradictions, toutes les inégalités décrites et analysées par Marx, se sont aujourd'hui approfondies. Et la nécessité de changer de société est devenue impérieuse. C'est pourquoi nous sommes toujours convaincus qu'il faut changer la société, qu'une autre organisation sociale est possible, sans classes, sans inégalités, sans frontières, ni exclusions.

Voilà le sens de notre combat. Oui, nous pensons toujours que le communisme est l'avenir du monde.

Oui, nous pensons toujours que l'humanité a droit à autre chose, que l'on peut vivre autrement. Que l'humanité porte en elle de formidables possibilités de développement, de conscience et de bonheur. C'est pourquoi nous militons.

Et puis, c'est pourquoi aussi nous aimons la fête et nous la faisons... Et invitons tous nos amis à la faire avec nous !

La carte d'entrée coûte 50 F sur place pour les trois jours. Mais si vous vous la procurez à l'avance auprès de nos militants vous ne la paierez que 40 F. Elle vous permettra d'assister à tous les spectacles, animations, séances de cinéma, expositions et débats.

DE LUTTE OUVRIÈRE à Presles (Val-d'Oise)

JAZZ A GOGO A JAZZ CITY

La Cité du Jazz s'adresse à ceux qui apprécient les musiques dérivées du blues ou du jazz comme à ceux souhaitant s'y initier grâce aux disques, livres et brochures vendus sur place. Les affamés peuvent y dévorer un petit déjeuner à l'américaine, servi en musique de 8 h à 14 h. Et pendant les concerts, on peut encore se restaurer...

DIMANCHE 7

10 h 00 : BREAKFAST BLUES : un bœuf au p'tit déj'...
12 h 00 : Le pianiste JEAN-PAUL MILLIER : jazz classique
13 h 00 : Le guitariste WINTER
14 h 00 : TOI & MOY : piano, voix et saxophone
16 h 00 : BARE SOULS : quartet de jazz d'aujourd'hui avec Nathalie Braux (clarinette)
17 h 30 : MAL WALDRON : une deuxième chance d'écouter ce pianiste, ancien accompagnateur de Billie Holiday, compagnon de Charles Mingus, Max Roach, Eric Dolphy ou Steve Lacy. Il jouera, en quartet, avec le saxophoniste Thierry Bruneau.
19 h 00 : LA PREUVE PAR SEPT : septet de middle jazz
21 h 00 : CULTURE COLLISION : quartet de jazz d'aujourd'hui avec Aldridge Hensberry (batterie) et Sebastien Bucholtz (saxophone)



SAMEDI 6

14 h 00 : LES SNUDS : trio avec piano, jazz classique
15 h 30 : SALLY ROLLERS : sextet de bebop
17 h 30 : DE 5 A 7 : septet de jazz classique
19 h 30 : J.F. PHILLY & S. SPIRA QUARTET : bebop
21 h 30 : JOE RUSH'S NEW ORLEANS RECYCLED SOCIETY : jazz dans le style de la Nouvelle Orléans

LUNDI 8

10 h 00 : BREAKFAST BLUES : un bœuf au p'tit déj'...
12 h 00 : MEMENTO : jazz-rock
13 h 00 : Le quartet de JEF SICARD : jazz d'aujourd'hui avec Mathias Pizzaro (piano), Gildas Scouarnet (basse) et Christian Lété (batterie)
16 h 00 : CRISS CROSS : jazz-rock
18 h 00 : TOOSAMBA : middle jazz

Les stands

- 1 La gargotte des tout-petits
- 2 Les ballons de la fête
- 3 Le routier (Sochaux)
- 4 Saumon à l'oseille (Lille)
- 5 Le caf' conc'
- 6 Flammekueche (Sochaux)
- 8 Electron rouge (Alcatel Colombes)
- 10 Tangram (GE-CGR)
- 11 Les mots fléchés (PTT Paris 17°)
- 12 Blinis-Saumons-Tarama (CNAVTS-CRAMIF)
- 13 Quatre sous (Peugeot Mulhouse)
- 14 Le palet (Sochaux)
- 15 Labyrinthe (Sochaux)
- 17 Alsace-Franche-Comté
- 18 Bourgogne
- 19 Nord
- 21 Tea Break (Grande-Bretagne)
- 22 Fondue Jurassienne
- 23 Salad'Bar (Dijon)
- 24 Artisanat
- 25 Quiches lorraines
- 25 Lorraine
- 26 Javelot Ch'timi (Lille)
- 27 Kiwi (Lille)
- 28 Brochettes-Thé (Chausson Gennevilliers)
- 29 Marionnettes (Lille)
- 30 L'enfer est pavé de bonnes citations
- 31 Chorba-Thé-Gâteaux (Citraën)
- 32 Dessinez en perspective
- 33 Dites-le avec une brochette (Renault)
- 34 Quelles salades (Crédit Lyonnais)
- 35 L'escargot
- 36 Jus de fruit-Milk Shake (Le Mans)
- 37 Crêpes canadiennes (Compiègne)
- 38 Le fraiser (Chèques postaux Bourseul)
- 39 Mousses au chocolat
- 40 Tir larigot (Dijon)
- 41 Beignets aux fruits
- 42 Soupe à l'oignon
- 43 Maquereaux fumés au poivre
- 44 "A vos marques, prêts partez"!
- 45 Des masques et vous
- 46 Mare aux canards (Dijon)
- 47 Relactez vous (Allianz-Via assurances)
- 48 Casse bouteilles
- 49 Course automobile
- 50 Tir au but
- 51 Le clou de la fête
- 52 Cube d'escalade
- 53 Cinema paradiso
- 54 Café turc (Renault-Flins)
- 55 Kesako
- 56 Emaux (Hôpitaux Toulouse)

JAZZ CITY

- 57 American food breakfast
- 58 Bronx games - Video Jazz (Renault Flins)
- 59 Livres-disques de jazz

- 79 Express Saint-Nectaire (SNCF dépôt Paris-Sud-Ouest)
- 80 Café de la Gare
- 81 L'andouillette (Sneema Gennevilliers-Ville d'Argenteuil)
- 82 Délice'Caf (Caf région parisienne)
- 83 Couscous (SNCF Paris Sud-Ouest)
- 84 Mur d'escalade (SNECMA Villaroche)
- 85 Echecs géants (SNECMA Corbeil)
- 86 Trampoline
- 87 "Regardes où tu mets tes pinceaux" (Hispano Suiza)
- 88 Echecs et Marx
- 89 Sportez vous bien
- 90 Aéronautique (SNECMA)
- 91 Annoncez la couleur (RATP)
- 92 Indiana zone (RATP)
- 93 Dragon révolutionnaire
- 94 Course circuit
- 95 Reims Champagne
- 96 Le bilboquet
- 98 Chèvre show
- 99 Tir à la patate (SNECMA Corbeil)
- 100 Pizza - Aioli
- 101 Grenoble, Marseille, Saint-Etienne
- 102 Hérault
- 103 Les damnés de la terre
- 104 La palette et le pinceau
- 105 Harengs de la Baltique
- 106 Exposition LO-LCR Angers
- 107 Saumon fumé
- 108 Spécialités tourangelles
- 109 Chorba (Michelin)
- 110 Guillaume Tell
- 111 Orienté-vous (Alcatel-CIT Velizy)
- 112 Dolina (CGA-HBS et Alcatel)
- 113 Choucroute
- 114 Pause Café (Crédit Lyonnais)
- 115 Tours, Angers, Cholet, Poitiers
- 116 Salade américaine
- 117 Tir aux fléchettes
- 118 Monde à la carte (Général Motors Genevilliers)
- 119 C'est tout bon-bon
- 120 Normandie
- 121 Fraternité à la menthe
- 122 Artisanat
- 123 Rail de force
- 124 Jeu de croquet
- 125 Pêche miraculeuse (BNP Barbès)
- 126 La trattoria (BNP Barbès et Belin Château-Thierry)
- 127 La Puce Rouge (Crédit Lyonnais)
- 128 Crottin chaud
- 129 Bourges, Vierzon, Nevers, Orléans, Montargis, Châteauroux, Limoges.
- 130 Jambon du Morvan
- 131 Au petit grain de folie (CHS Esquirol, Limoges)
- 132 Jeu "Clap-Clap"
- 133 Bretagne
- 134 La gaufre de Picardie
- 135 Tir à plomb
- 136 Le frondeur du Poitou
- 137 Le palet breton
- 138 Mollets d'acier (Norton La Courneuve)
- 139 Jeu du footballeur
- 140 Teepee
- 142 La quille de six
- 144 Brochettes grecques (Air-France)
- 145 Payez-vous leur tête (Chaffoteaux)
- 146 Barre aux tonneaux
- 147 Lutte Ouvrière, toute la collection
- 148 Salades libanaises (UAP Tour Assur)
- 149 Y'a les boules (Roussel UCLAF Romainville)
- 150 Peinture sur soie
- 151 Barbe à papa (UAP)
- 152 Boule Maboule
- 153 Crêperie Rhône-Poulenc (Vitry)
- 154 Tir à l'arc

- 155 Gougères (Troyes)
- 156 Aux fruits de mer (Cherbourg)
- 157 Tir
- 158 Tabac
- 159 Toulouse, Midi-Pyrénées, Perpignan
- 160 L'Entracte : Affiches, cartes postales, esquimaux

CABARET

- 161 Crêperie bretonne
- 162 La sepia alegre
- 163 Caramba que tortilla
- 165 Tapas froides (Beauvais)
- 166 Churros y chocolate (Thomson-TTE Velizy)
- 167 Paëlla Valenciana
- 168 Billard-club (Tris PTT)
- 169 Bowling (PTT Austerlitz)
- 170 Croisons-les
- 171 Au petit carnaval
- 172 Charlottes (PTT)
- 173 Brick à l'oeuf (Tris PTT)
- 174 Lyon
- 175 Tripoux d'Auvergne
- 176 Clermont-Ferrand

LA CITE POLITIQUE

- 177 Fromages d'Auvergne
- 178 Palais des glaces (Chèques Postaux Montparnasse)
- 179 L'Inquisition (Lyon)
- 180 Spécialités lyonnaises (Lyon)
- 181 Artisanat Lyon
- 182 Pouvoir ouvrier et organisations de la LICR.
- 183 Mouvement communiste (France-Belgique-Italie)
- 184 League for the revolutionary party (USA)
- League for the revolutionnary group.

- (Suède)
- Workers revolution group (Australie)
- 185 Groupe Spartakus (Allemagne)
- Bolchevik tendency (USA)
- 187 Centro Studi Pietro Tresso (Italie)
- 188 IRK (Allemagne)
- 189 Battaglia comunista (Italie)
- 190 RCP (G.B)
- Linkswende (Allemagne)
- 191 Menu des isles
- 192 Combat ouvrier - UCI (Antilles)
- 193 Spécialités haïtiennes
- 194 Organisation des

- Travailleurs Révolutionnaires - UCI (Haïti)
- 195 LIT/LST (France), PST (Etat espagnol)
- 196 Les cahiers ouvriers socialistes (Iran)
- 197 Communist workers organisation (GB)
- 198 Spartakus-Gruppe (Allemagne)
- 199 Partido obrero (Argentine)
- 200 CERMTRI
- 201 Cahiers internationalistes
- 202 Il programma comunista (Italie)
- 203 Internationale ouvrière

Renseignements
Si vous avez besoin d'un renseignement quelconque, n'hésitez pas. Les stands "Renseignements" sont là pour ça !

A LA RECHERCHE DE L'OBJET PERDU...
Venez le réclamer ou le porter, si vous en trouvez un, aux stands "Renseignements". Merci.

UN CARNA-BAL DES ENFANTS
Pour tous les jeunes de 5 à 12 ans, rendez-vous samedi à 17 h à côté du restaurant de la place de la Révolution sociale (zone des sports) pour déguisement, puis danse à la guinguette, avant une expédition en train à travers la fête...

Map labels: Jazz City, Gare du Château, Libraiie, Restaurant, Buvette, COIN REPOS, Guinguette, Bal de Nuit, Restaurant, Couscous, Escalade, Lutte Ouvrière, Echecs, Sports, Station des Sports, PLACE DE L'INTERNATIONALE, PLACE KARL MARX, PLACE DE LA RÉVOLUTION SOCIALE, CHEMIN DU PARC, CHEMIN DE LA FORET, ALLÉE DU DRAPEAU, ALLÉE DU COMMUNI, WC, Croix Rouge, Chapiteau.

DES ÉCRIVAINS, DES HISTORIENS PRÉSENTERONT LEURS OUVRAGES ET ANIMERONT DES DÉBATS

La fête

c'est aussi

des expositions,

des films

TOUT LO

DANS

UN SEUL STAND

Au stand "Lutte Ouvrière, toute la collection", on pourra retrouver trente ans d'histoire... en consultant toute la collection du journal *Lutte Ouvrière* depuis son numéro 1 de juin 1968, et celle de *Voix Ouvrière* de 1962 à 1968. On pourra aussi acheter des numéros anciens, et le "journal de l'année" 1991.

SAMEDI 6 JUIN

Susan GEORGE, auteur américaine de divers ouvrages sur l'endettement du Tiers Monde : "Comment meurt l'autre moitié du monde" (Robert Laffont), "Jusqu'au cou" (La Découverte) et "L'effet boomerang" (Essais-Découverte). Débat sur la dette du Tiers Monde.

Pierre PEAN, auteur de divers ouvrages sur l'Afrique, "L'Argent noir", "Affaires africaines", "L'homme de l'ombre", présentera son dernier ouvrage

Vol UT 772 : Contre-enquête sur un attentat attribué à Kadhafi" (Stock).

Michel CORDILLOT, enseignant à la Faculté de Paris VIII, spécialisé dans l'histoire du mouvement ouvrier en France et aux Etats-Unis, présentera son livre sur "Eugène Varlin, chronique d'un espoir assassiné" (Les Editions Ouvrières, collec-

tion "La Part des hommes").

Jean-Pierre VITTORI, auteur de "Nous les appelés d'Algérie" (Messidor) et "Un moment d'inattention" (Stock).

Débat sur les appelés de la guerre d'Algérie.

Raymond STAMBOULI présentera son livre "Les clefs de Jérusalem, deux croisades françaises en Egypte: 1200-1250"

René MONZAT, journaliste, présentera son dernier ouvrage "Enquête sur la droite extrême" (Editions Le Monde - Collection "Actualité").

DIMANCHE 7

Daniel ROCHE, historien et enseignant à Paris - Sorbonne, auteur d'ouvrages sur l'Ancien Régime et le peuple de Paris au XVIII^e siècle, entre autres "Journal de la vie, Jean-Louis Ménétra, compagnon vitrier au 18^e siècle" (Montalba), animera un débat sur : "Le peuple de Paris au XVIII^e siècle"

Michel LEQUENNE, ami trotskyste et spécialiste de Christophe Colomb dont il traduit les œuvres depuis trente ans, auteur de "Christophe Colomb, amiral de la mer Océane" (Découvertes Gallimard) et présentateur des œuvres de Christophe Colomb, "La découverte de l'Amérique" (La Découverte).

Débat sur le thème : "De l'utopie du paradis terrestre à l'enfer colonial"

Denis LANGLOIS, avocat et écrivain, auteur de "Les dossiers noirs de la police", "Les dossiers noirs de la justice française", "Le guide du citoyen face à la police", "La politique expliquée aux enfants" et "Les Partageux ne meurent jamais" (Belles Lettres).

Débat : "La révolution est-elle encore possible ?"

Gérard DELTEIL et Yves AU-DEVE, présenteront leur dossier : "Danger Chimie" (Enquête-Fayard).

Benjamin STORA, enseignant en histoire à Paris VIII, auteur de plusieurs ouvrages sur l'Algérie, dont "Histoire de l'Algérie coloniale,

1830-1954" et "La gangrène et l'oubli" (La Découverte-Essais)

Débat sur "la guerre d'Algérie, trente ans après"

Bernard DOZA, journaliste, auteur de "La Liberté confisquée, le complot franco-africain"

Débat sur le réveil démocratique en Afrique, une opération voulue par l'Elysée ?

LUNDI 8

Maurice RAJSFUS, auteur de "Drancy, un camp de concentration très ordinaire" et "Une enfance laïque et républicaine" (Manya).

Débat sur "l'affaire Touvier et le cinquantième anniversaire de la rafle du Vel d'Hiv"

Charles SOWERWINE, universitaire américain, auteur de "Les femmes et le socialisme", présentera l'ouvrage (dont il est co-auteur avec Claude Maignien) : "Madelaine Pelletier", militante du PC américain du début du siècle (Editions Ouvrières - collection "La part des hommes").

Abraham SERFATY, militant "marxiste-léniniste" marocain, incarcéré 17 ans dans les prisons marocaines, et auteur d'un ouvrage "Dans les prisons du roi, écrits de Kenitra sur le Maroc" (Messidor-Editions Sociales)

et Christine DAURE-SERFATY, enseignante et militante des Comités pour la défense des prisonniers au Maroc, auteur de "Rencontres avec le Maroc" (La Découverte) et d'un ouvrage paru cette année sur le bagne de "Tazmamart" (Gallimard - Au vif du sujet).

Débat sur la répression au Maroc.

Jean-Luc EINAUDI, auteur de "Pour l'exemple, l'affaire Fernand Yveton", "La ferme Ameziane, enquête sur un centre de torture en Algérie", "La Bataille de Paris, 17 octobre 1961" (Seuil).

Débat sur les manifestations algériennes d'octobre 61 à Paris.

DES DEBATS DANS LES "FORUMS"

Notre fête est le plus important rassemblement de l'extrême-gauche. Dans une ambiance détendue et fraternelle, des groupes politiques de France mais aussi venus de nombreux autres pays présentent leurs activités et leurs positions politiques respectives.

Sur des aires spécialement aménagées, ceux qui désirent présenter un sujet de leur choix peuvent le faire. Il suffit pour cela de s'inscrire au stand direction.

Un dépliant spécial **Forums et débats** est à votre disposition à l'entrée de la fête et dans tous les stands Lutte Ouvrière.

Alors, si vous voulez connaître les idées des révolutionnaires, défendre votre point de vue, rendez-vous aux forums de la fête.

AU STAND VIDEO

Une sélection de témoignages et de documents en vidéo : sur l'Espagne 1936, sur la guerre d'Algérie, sur l'URSS...

AUDIOVISUEL : DES DIAPORAMAS EN MULTIVISION

IABEH, JESUS, ALLAH... et les autres.

Comment les sources communes du judaïsme, du christianisme et de l'islam, et les étranges ressemblances de ces trois religions, montrent que leurs faux prophètes étaient de vrais plagiaires ! (réalisé par Lutte Ouvrière.)

1492 - 1992 : L'EUROPE A LA CONQUETE DU MONDE (réalisé par S.D. Conception Culturelle).

AU CHAPITEAU SCIENTIFIQUE

● UN NOUVEAU SPECTACLE :

Des origines du genre humain au peuplement de la Terre. Toutes les 7 minutes, départ pour un voyage de 3 millions et demi d'années, un voyage son et lumière illustré par

des maquettes et des dioramas.

● DES EXPOSITIONS :

- Naissance de l'écriture "Sciences du chaos, ou chaos dans les sciences".
- Parlez-vous gaulois, ou pourquoi le français n'est pas du gaulois.
- La chimie

● DES DÉBATS ANIMÉS PAR DES PERSONNALITÉS SCIENTIFIQUES :

Samedi 6 juin

- Roger JOUSSEAUME, directeur de recherches au CNRS : "Les premières paysans : quand les chasseurs-cueilleurs sont devenus des agriculteurs".

- Charles DEVILLERS, professeur honoraire de paléontologie, de zoologie et d'embryologie à la Faculté de Paris VII : "Les races humaines : de la biologie à la politique".

- Françoise BALIBAR, professeur de physique à l'Université Paris-Jussieu : "En quoi Einstein a révolutionné la physique".

Dimanche 7 juin

- Pascal TASSY, maître de conférences à l'Université Paris VI, Laboratoire de paléontologie : "Le message des fossiles".

- Marc PESCHANSKI, chercheur INSERM : "Le point sur les greffes de cerveau et le fonctionnement cérébral".

- Léonard GINZBOURG, paléontologue, sous-directeur au Muséum d'histoire naturelle. Un forum spécial pour la jeunesse : "L'évolution des espèces et notamment la disparition des dinosaures racontées aux enfants".

- James RITTER, professeur en histoire des mathématiques à l'Université Paris VIII Saint-Denis : "L'écriture est née il y a 5000 ans au Moyen-Orient".

Lundi 8 Juin

- Michel ROUZE, écrivain scientifique : "Astrologie, numérologie, médicaments bidon : à quoi servent les fausses sciences".

- Claude GAZIN, chercheur en biologie moléculaire : "Maladies génétiques : pourquoi et comment découvrir les gènes responsables ?".

Le programme n'est pas clos.

POUR VENIR A LA FÊTE

DE PARIS ET DE LA RÉGION PARISIENNE

LES AUTOCARS GRATUITS

De Paris, c'est le moyen le plus commode. Départs de la Porte de la Chapelle tous les quarts d'heure. Le samedi de 11 h 30 à 21 h (dernier départ de la fête vers Paris à 23 h). Le dimanche de 8 h à 22 h, et service réduit toutes les heures, durant la nuit du bal de dimanche à lundi. Le lundi de 8 h à 18 h (dernier départ de la fête vers Paris à 20 h).

LE TRAIN

Prenez-le à la Gare du Nord, direction Persan-Beaumont par Montsoult : descendez à la gare de Presles, vous êtes à un 1/4 d'heure de marche de la fête.

(Pour le retour le dernier train est à 23 h).

DE PROVINCE

Des départs sont prévus, par cars ou par train, depuis un grand nombre de villes. Voici une première liste.

EN CAR...

ATPest
Strasbourg : Samedi 6 juin 5h, place de l'Etoile
Mulhouse : Samedi 6 juin 5h30, place Franklin
Belfort : Samedi 6 juin 6h, Maison du peuple
Montbéliard : Samedi 6 juin 6h30, parking de la Halle polyvalente.
Besançon : Samedi 6 juin 7h30, place Battant
Dijon : Samedi 6 juin 9h, place du 27^e R.I.
Chalon-sur-Saône : Samedi 6 juin 9h, gare routière.

Le Creusot : Samedi 6 juin 8h, parking de la salle omnisports (face géant Casino) à Torcy.
Lunéville : Samedi 6 juin 6h30, devant la gare SNCF
Nancy : Samedi 6 juin 7h, place de la Croix de Bourgogne
Metz : Samedi 6 juin 7h45, gare SNCF côté départs

Au Centre
Orléans : Samedi 6 juin 8h, Gare SNCF d'Orléans (N 20)
Bourges : Samedi 6 juin 6h, parking du Centre nautique
Vierzon : Samedi 6 juin 6h30, face au lycée technique (N 20)
Châteauroux : Samedi 6

juin 6h, parking de la gare SNCF
Limoges : Samedi 6 juin 4h30, parking du parc des Expositions
Nevers : Samedi 6 juin 6h30, parking de la gare routière
Montargis : Samedi 6 juin 8h, parking de la gare SNCF
Clermont-Ferrand : Samedi 6 juin 6h, devant la gare SNCF

A l'Ouest
Rouen : Samedi 6 juin 9h, gare routière
Lorient : Samedi 6 juin 5h, Cité Allende
Rennes : Samedi 6 juin 7h30, gare routière
Saint-Brieuc : Samedi 6 juin 6h, place du Champ de Mars

Angers : samedi 6 juin 8h, place Saint Serge
Saint-Nazaire : samedi 6 juin 6h, place de la Gare
Nantes : samedi 6 juin 7 h, Haluchère
Le Mans : Samedi 6 juin 7h30, place des Jacobins (devant le jet d'eau).
Au Nord
Lille : Samedi 6 juin 6h et 9h, boulevard J-B Lebas. Dimanche 7 juin 7h, boulevard J-B Lebas
Dunkerque : Samedi 6 juin 8h, place Bollaert

et au Sud
Lyon : Samedi 6 juin 5h30, place Bellecour côté Saône
Grenoble : vendredi 5 juin 23h, gare routière (près gare SNCF)

Marseille : vendredi 5 juin 20h30, Gare routière (près de la gare Saint-Charles)

EN TRAIN

pour tout le Sud-Ouest : le "Train rouge" au départ de Toulouse Parti de la "ville rose" vendredi 5 à 23 h 15, le "Train rouge" s'arrêtera à Montauban 23 h 42, à Bordeaux le 6 juin à 5 h, à Angoulême à 6 h 25, à Poitiers 7 h 37, à Saint-Pierre-des Corps à 8 h 30, pour arriver à Presles à 12 h 36. Au retour, départ le lundi 8 juin à 17 h 34, arrivée à St-Pierre des Corps à 21 h 53, à Angoulême à 23 h 59, à Bordeaux à 1 h 08, à Montauban à 2 h 54 et à Toulouse à 3 h 24.

CINEMA

UNE PREMIERE LISTE DE FILMS QUE VOUS POURREZ VOIR

Toujours seul, de Gérard Mordillat.
La tribu, d'Yves Boisset.
Amoureuse, de Jacques Doillon, avec Charlotte Gainsbourg.
Aux yeux du monde, d'Eric Rochant.
Un monde sans pitié, d'Eric Rochant.
Dancing thru' the dark.
La discrète, de Christian Vincent, avec Fabrice Luchini.
Riff-Raff, de Ken Loach.

Le porteur de serviette, de Lucchetti.
Toto le héros, de Jaco Van Dormael.
Les arcandiers.
Blue collar, de Paul Schroeder.
Robin des bois, prince des voleurs, de Kevin Reynolds, avec Kevin Costner.
Bashu, le petit Iranien.
Avoir 20 ans dans les Aurès, de René Vautier.

ET UNE EXPOSITION SUR LA CLASSE OUVRIERE, VUE PAR LES CINEASTES, DEPUIS QUE LE CINEMA EXISTE.

DROIT D'ASILE ET INTÉRÊTS POLITIENS

26 Kurdes de Turquie, qui avaient été déboutés du droit d'asile en France et ont fait la grève de la faim dans une salle paroissiale de Vernon dans l'Eure, puis expulsés de cette salle par la police le 20 mai dernier et placés en garde à vue, viennent d'obtenir du tribunal de Rouen qu'ils ne soient pas expulsés vers la Turquie compte-tenu des risques de répression qu'ils encourent.

Voilà qui est pour le moins paradoxal... car enfin, si le tribunal reconnaît qu'ils encourent des risques de répression politique dans leur pays d'origine, pourquoi maintenir un arrêté d'expulsion - sans destination précise cette fois - et ne pas accorder le droit d'asile ?

En fait une mauvaise fois manifeste prévaut au niveau administratif et même gouvernemental dans ce problème de droit d'asile.

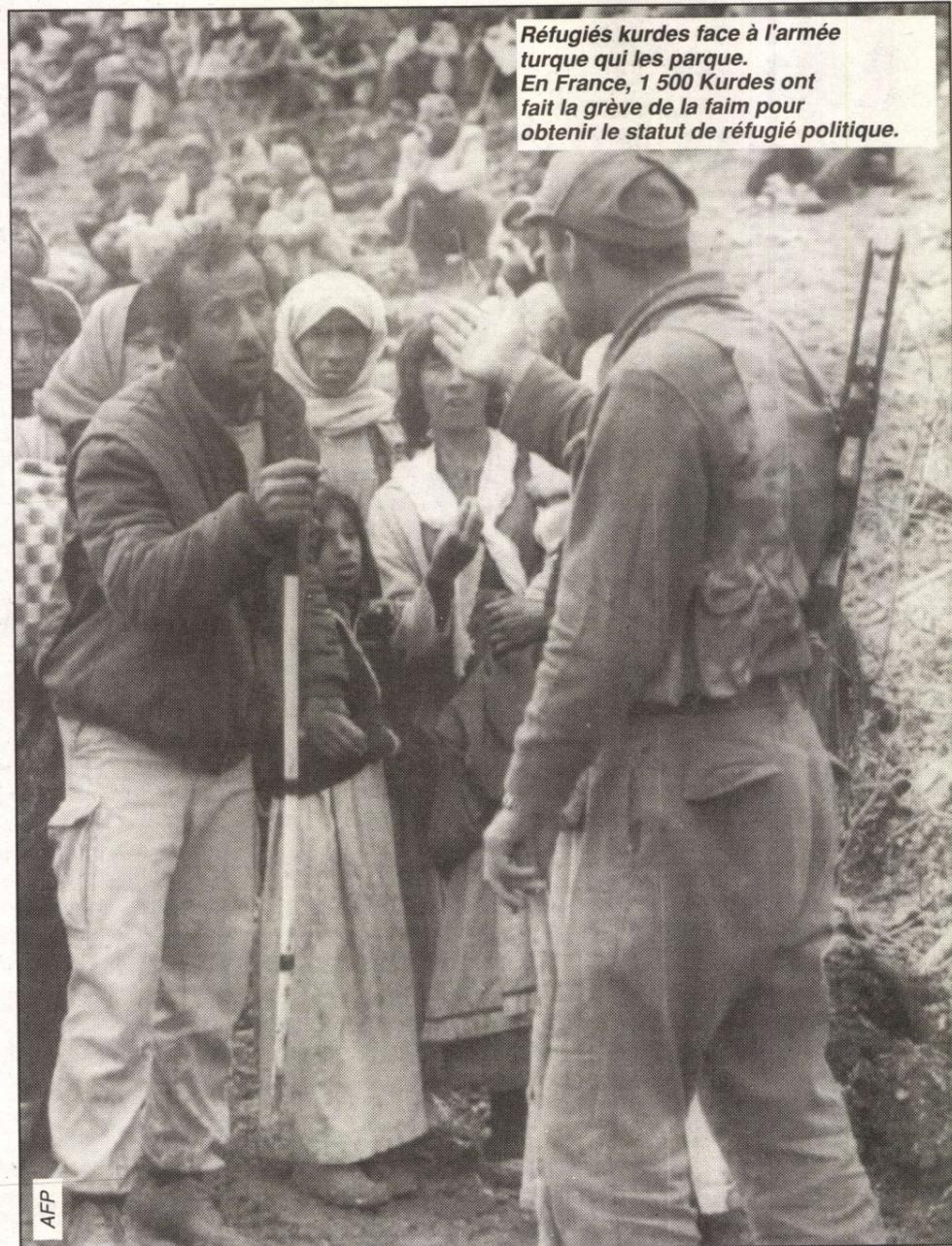
Par exemple, les douze Kurdes qui avaient fait la grève de la faim à Nice et avaient été délogés par la police le 10 mai dernier ont obtenu, pour six d'entre eux, l'annulation de l'arrêt de reconduite à la frontière qui les frappait, après avoir fait la preuve que, des journaux turcs les présentant comme des militants autonomistes kurdes, leur vie était en danger en Turquie. Le ministère de l'Intérieur a fait appel de cette décision s'acharnant à vouloir expulser des gens qui devraient bénéficier du droit d'asile.

Il est bien connu que le gouvernement turc se livre à la répression contre les autonomistes kurdes avec un acharnement redoublé ces derniers temps. Il est bien connu aussi que les gouvernements occidentaux n'ont rien à refuser au régime turc si coopérant au Moyen-Orient - il l'a montré lors de la guerre

du Golfe - et ne sont aucunement prêts à compromettre leurs bonnes relations avec le régime turc en reconnaissant le droit du peuple kurde à disposer de lui-même. Et apparemment le gouvernement français ne veut même pas risquer de froisser la susceptibilité du régime d'Ankara en accordant le droit d'asile à ceux qui sont persécutés en Turquie.

Il n'est guère étonnant dans ces conditions que les Kurdes aient été ces derniers mois les plus actifs parmi les dizaines de milliers de personnes à qui le droit d'asile a été refusé par le gouvernement français et qui sont menacées d'être renvoyées d'office dans leur pays d'origine. Depuis avril dernier, près de 1 500 personnes se sont lancées dans des grèves de la faim pour obtenir une révision de leur cas.

Suite à l'arrestation par la police des grévistes de la faim à Vernon, une manifestation de protes-



Réfugiés kurdes face à l'armée turque qui les parque. En France, 1 500 Kurdes ont fait la grève de la faim pour obtenir le statut de réfugié politique.

tation a eu lieu à Evreux et l'attention des médias a été attirée sur le problème : c'est probablement ce qui a permis d'obtenir le jugement du tribunal de Rouen.

Mais ce sont encore des dizaines de milliers de personnes qui sont victimes de l'arbitraire des autorités françaises. Il ne s'agit pas seulement de Kurdes, mais de bien d'autres immigrants qui sont en France parfois depuis fort longtemps - vu la lenteur des procédures - et qui sont maintenant installés ici avec travail et famille et que le ministère de l'Intérieur veut à toute force expulser !

C'est que, par les temps qui courent, il peut sembler payant électoralement de jouer la fermeté vis-à-vis des émigrés, qui de toute façon n'ont pas le droit de vote, et le Parti Socialiste ne répugne pas à se montrer sensible à la surenchère en ce domaine.

Dominique CHABLIS

FAMILLES À LA RUE VICTIMES DE LA SPÉCULATION FONCIÈRE

Une fois de plus on peut voir à Paris des familles expulsées de leurs logements, contraintes à rester dans la rue et exposées aux intempéries. C'est ainsi que 120 familles d'origine africaine, malienne pour la plupart, se retrouvent sur l'esplanade du château de Vincennes, après avoir tenté de squatter un immeuble inhabitable à Fontenay-sous-Bois. Elles se retrouvent dans la poussière, en plein soleil, sous la pluie, avec des enfants en bas âge, sans eau car les accès les plus proches leur en ont même été interdits, empêchées de monter des tentes et même de faire venir plus qu'un nombre restreint de couvertures.

Il s'agit pour la plupart de familles comprenant des travailleurs salariés, et un bon nombre travaillent même pour la Ville de Paris. Ils ont fait des demandes de relogement, certains parfois depuis dix ou quinze ans, mais pour eux il n'y a pas eu jusque-

là de possibilité de relogement à des prix abordables.

Il existe cependant, selon l'association "Droit au Logement", 118 000 logements vacants à Paris et 309 000 en Ile-de-France. Il y en a plus de 2 000 de la société HLM contrôlée par la Ville de Paris. La spéculation immobilière chasse de plus en plus les habitants les plus pauvres de la capitale. Et parfois avec des méthodes de gangstérisme, comme bien des habitants de "meublés", qui vont être détruits ou transformés, ont pu s'en rendre compte. Ils sont la plupart du temps victimes de "videurs" musclés qui ne s'embarrassent pas de jugements et cassent tout pour rendre la situation irréversible.

Ceux-là ne trouvent pas la police sur leur chemin, contrairement aux familles de l'esplanade de Vincennes qui se voient empêchées de monter le moindre abri de toile...

L. G.

MATRAQUES CONTRE LES RÉFUGIÉS

Après Nice et Paris, c'est à Vernon et à Rouen que des Kurdes de Turquie ont entamé une grève de la faim pour obtenir le statut de réfugié politique et le droit d'asile en France.

A Rouen, les 17 grévistes en sont à leur 13e jour et demeurent sous la menace d'une expulsion. Le mardi 26, ils devaient avoir une entrevue avec la préfecture. Ce même jour, une manifestation de soutien devait avoir lieu à Rouen.

A Vernon, le jeudi 21 mai, les 27 grévistes de la faim ont été arrêtés dans le

local qui les avait accueillis. Enlevés de force, menottes aux poignets, ils étaient menacés d'expulsion immédiate vers la Turquie. C'est dans le week-end que la cour d'appel et le tribunal administratif ont annulé l'exécution de l'arrêt.

Le gouvernement a accueilli à bras ouverts les dictateurs d'Haïti Duvalier ou le général putschiste du Liban Aoun, mais il ne veut pas donner l'asile aux victimes des dictatures.

Depuis plusieurs années l'OFPRA, l'office qui accorde les statuts de réfugié en France, refuse

systématiquement l'énorme majorité des demandes d'asile. Pour un réfugié du Moyen-Orient ou d'Afrique, il est devenu pratiquement impossible d'obtenir ce statut. Sous prétexte de faire le tri entre "émigration économique" et "émigration politique", les autorités françaises rejettent toutes les demandes des inconnus et des pauvres. Mais dans la plupart des pays du monde, dictature et misère sont indissociablement liées et les réfugiés n'emènent pas sur eux des attestations de répression.

Rosières
Saint-Florent (Cher)

**NON
A LA MODULATION !**



A Rosières Saint-Florent, mardi 19 et mercredi 20 mai, les deux équipes de l'APR (Presses-Soudure-Peinture) se sont mises en grève totale.

Il faut dire que la direction n'y va pas de main morte ! Elle vient nous demander de travailler deux heures de plus le vendredi soir si nous sommes d'équipe du soir, et de revenir le samedi pour ceux du matin.

Et cela ne serait pas payé en heures supplémentaires, mais récupéré... quand il y aurait "mo-

dulation négative" d'horaires, c'est-à-dire du chômage !

C'est ce marché de dupes qui nous a fait immédiatement cesser le travail. Les pièces ont vite commencé à manquer et une partie du Montage a été mise en chômage technique le jeudi.

Nous avons voté la reprise du travail le jeudi, mais nous nous sommes engagés à appliquer "nos" horaires le vendredi et le samedi. Même si la direction n'a pas voulu céder et si elle n'a pas fini d'essayer de faire pression,

ce qui nous réjouit le plus pour l'instant, c'est l'idée que nos chefs, eux, vendredi et samedi matin, seront à l'usine pendant que nous serons ailleurs. On ne veut surtout pas leur enlever ce plaisir !

En tout cas, nous avons montré à la direction que nous n'étions pas encore disposés à la laisser faire ses quatre volontés sans réagir.

Correspondant LO

A.E. France (Poitiers)

**"UNE USINE MODERNE
ET SATURÉE"
... LES OUVRIERS AUSSI**

L'usine A.E. France, à Poitiers, est "moderne et saturée". C'est ce qu'a annoncé le PDG à l'occasion des vingt ans de la société (qui fabrique des pistons pour le groupe TN), lors d'une fête où tous les gros bonnets de la région ont défilé.

Moderne ? En tout cas pas pour les conditions de travail : auprès de certaines machines, on a 97 décibels dans les oreilles. A la fonderie actuellement, il fait 45 degrés... Et on coule encore certains pistons à la louche !

Ne parlons pas des salaires : le premier salaire net est à 4 700 F.

Après la fête, on nous a annoncé des heures supplémentaires à cause de commandes urgentes. Mais des heures supplémentaires, surtout payées en normales (on travaille moins de 39 heures), personne n'était chaud.

Après deux heures de débrayage mercredi 20 mai, la direction a annoncé qu'elles seraient payées sous forme de prime. Mais tout compte fait, on a profité de l'occasion pour demander une augmentation de salaire de 500 F pour tous. Et on s'est mis en grève totale le lendemain (90% environ des ateliers).

En début d'après-midi, la direction convoquait les délégués syndicaux (CGT, CFDT, FO) qui n'étaient d'ailleurs pas pressés de négocier, accompagnés de neuf ouvriers, pour annoncer une prime exceptionnelle et unique de 1 000 F, une augmentation de salaire de 0,3% avec effet rétroactif au 1er janvier et une augmentation de la prime d'équipe.

L'assemblée des grévistes, ayant réfléchi entre-temps, a décidé de continuer : 1 000 F, on veut bien, mais tous les mois !

La nuit a été chaude devant la

porte de l'usine où tout un groupe est resté pour prendre le temps de vivre : pétanque, discussion... Les slogans continuaient à fuser : "Pas de biftons, pas de pistons !".

Et on a remis ça le vendredi. Le patron a de nouveau convoqué en catastrophe les délégués pour une nouvelle proposition. En plus du reste, une augmentation de salaire par coefficient : de 170 F pour le coeff le plus bas, à 100 F à partir du coeff 190.

Mais là il y a erreur : c'est 500 F qu'on demande et pas 100 F. Nous sommes fermement décidés à continuer. Notre dernière grève remonte à 1988. Nous avions obtenu 200 F et nous sommes ravis de nous retrouver en 1992 !

Quand le PDG disait que l'usine était saturée, pour une fois, il ne mentait pas !

Correspondant LO

Epson (Créteil)

**Pour l'imprimerie
du futur,
conditions de travail
du passé**

On vit décidément une époque formidable, pleine de robots, d'ordinateurs, d'informatique... Mais en ce qui concerne les conditions de travail pour produire ces petites merveilles d'électronique, c'est toujours le XIXe siècle. On s'en aperçoit tous les jours chez EPSON à Créteil, où nous produisons les objets de fierté de la maison, les imprimantes lancées à son de trompe publicitaire.

C'est à Créteil que nous avons monté, emballé, stocké... puis déballé et démonté une de ces imprimantes dernier cri de la technologie EPSON qui n'était pas capable... d'imprimer ! Nous avons dû en reprendre 4 000 tout juste sorties des chaînes, et attaquer les couvercles en plastique, à la main, avec pour seuls outils une pince coupante et un poinçon. Au total, nous avons ainsi torturé 17 000 pièces...

On est bien loin, on le voit, des slogans dont la direction et ses chefs nous abreuvent. Et le plus comique est l'énorme "Q" affiché au dessus des chaînes, Q pour qualité bien sûr. Mais le plus saugrenu, après la mésaventure des imprimantes à la gomme, est : "Plus tôt on découvre un défaut, plus tôt il est facile de le corriger".

Quant au temps perdu pour "corriger" cette erreur de conception, c'est évidemment nous qui en subissons les conséquences directes : les cadences

ont été augmentées, entraînant surcroît de fatigue et d'évanouissements. Et pour s'assurer de notre présence dans cet enfer, le nouveau chef du personnel a proposé un nouveau système, le "crédit d'heures", dont il espère de meilleurs résultats que l'ancienne prime d'assiduité de 400 F devenue totalement inefficace. Il faut dire que cette dernière saute régulièrement : une absence, voire un retard de 2 mn ampute la prime de 100 F !

Dorénavant, nous aurons droit à deux heures payées pour chaque mois sans absence ni retard. En admettant que les enfants, les transports et les virus ne nous posent aucun problème, nous pourrions ainsi totaliser 18 h par an de crédit d'heures... mais que nous ne pourrions utiliser que par tranches de 2 à 4 heures. Et seulement après demande d'autorisation déposée deux semaines à l'avance. Et à condition d'avoir travaillé dans l'entreprise toute l'année civile précédente, du 1er janvier au 31 décembre inclus.

Parallèlement à ces pressions à la productivité, la direction joue à fond la flexibilité et la précarité : elle débauche et embauche, en fonction de ses aléas, sur le marché branlant de l'informatique. Après avoir viré 14 filles à la fin mars, elle en a ré-embauché 17 autres (parfois les mêmes), trois semaines plus tard. En contrat provisoire, bien sûr !

DIM (Saône et Loire)

LES PATRONS RESTRUCTURENT

L'entreprise DIM, c'est un groupe d'une vingtaine d'usines réparties en France et dans quelques pays comme la Roumanie, la Pologne...



Les ouvrières de DIM en réunion à la mairie du Creusot

photo LO

Pendant longtemps, cette société spécialisée dans la production de bas, chaussettes et lingerie, a appartenu au baron Bic. En 1988, celui-ci a décidé de vendre DIM au géant américain du textile Sara Lee. Depuis, les plans de restructurations se succèdent. Les patrons réduisent les effectifs et suppriment des usines réparties en France pour concentrer leurs activités sur Autun, là où se trouve la maison-mère. A chaque fois, le personnel s'est retrouvé soit muté sur Autun, soit mis en pré-retraite, soit licencié en cas de refus de la mutation.

UN NOUVEAU PLAN "SOCIAL"

Avec le dernier plan annoncé il y a un mois,

les patrons ont tapé plus dur : ils ferment complètement l'usine du Creusot en Saône-et-Loire (168 personnes), et suppriment des activités à Senones et Zainvillers dans les Vosges pour les ramener à Autun.

Sur les 292 emplois supprimés au total, ils ne proposent que 87 mutations, 52 départs en pré-retraite, et le reste : soit une embauche problématique chez un concurrent (les Bas Gerbe), soit des contrats "intermittents" (sur Autun) c'est-à-dire des contrats qui prévoient six à huit mois de travail dans l'année, aux périodes voulues par la direction, le plus souvent au printemps ou en été. Le reste du temps est non payé et non indemnisé par les ASSE-DIC ! Huit mois de salaire au niveau du SMIC étalés

sur douze, c'est condamner les ouvrières soit à accepter d'être des parias, soit à démissionner... Les patrons ont justifié ce nouveau plan, appelé cette fois "plan de reconfiguration", en invoquant cyniquement les coûts de production trop élevés et en disant qu'il faut "délocaliser" tout ce qui demande beaucoup de main-d'œuvre comme la confection. Ces cinq dernières années, DIM a triplé ses envois de production en Roumanie et compte bien continuer avec la Pologne, voire la Russie...

En même temps, DIM réalise des profits records : officiellement 151 millions de francs de bénéfices en 1991, c'est-à-dire 49% de plus que l'année d'avant.

LA RÉACTION DES OUVRIÈRES DU CREUSOT

Dès que ce nouveau plan "social" a été annoncé, les 168 travailleurs du Creusot ont réagi en manifestant dans les rues du Creusot et en allant voir le maire.

Le 5 mai, les ouvrières sont venues manifester à Autun, en bus payés par la mairie, pour demander des comptes à la direction qui a commencé par refuser de les recevoir. Mal lui en a pris car sous le coup de la colère, elles ont envahi par la force les ateliers de production des deux usines DIM d'Autun, en criant "Sara Lee pourri" ; "Du boulot au Creusot" ; "Aujourd'hui, c'est nous, demain, c'est vous".

Il y avait de l'ambian-

ce, car ce n'est pas tous les jours chez DIM que les ouvrières arrivent à pénétrer dans une usine entièrement cadenassée et bousculent quelques chefs qui s'étaient avisés de jouer les "Rambo"...

C'était même la première fois que des ouvrières en colère déambulaient ainsi dans les ateliers, en criant des slogans et en appelant les autres travailleurs à la solidarité. Beaucoup parmi les travailleurs d'Autun ont été touchés et émus de voir leurs camarades braver ainsi la direction.

Finalement, devant la détermination des ouvrières, le directeur des relations humaines les a reçues, mais il n'a pas réussi à les convaincre du bien-fondé de la "restructuration" ! Et il s'est même fait traiter lui aussi de

"pourri" !

Le 18 mai, à nouveau 120 ouvrières du Creusot plus une vingtaine de Senones sont venues à Autun pour assister à la réunion du Comité Central d'Entreprise, mais la direction n'a pas voulu tenir la réunion en leur présence. La réunion, qui s'est finalement tenue avec les seuls délégués, n'a bien sûr rien donné.

Une nouvelle réunion du CCE est prévue le 15 juin prochain, officiellement pour entériner le plan social. Mais les ouvrières touchées ont bien l'intention de venir dire une nouvelle fois à la direction leur colère, et espèrent entraîner les ouvriers d'Autun dans leur manifestation.

Correspondant LO

On travaille
pour gagner sa vie

Pec-Rhin (Chalampé)

PAS POUR LA PERDRE

Dans le Haut-Rhin, l'usine Pec-Rhin à Chalampé emploie 350 personnes et produit des engrais. Ce site est considéré comme dangereux. Plusieurs fois cette année, on a risqué le déclenchement du plan ORSEC, car il y a eu une fuite de gaz, inodore et toxique.

Actuellement et comme tous les deux ans, il y a un arrêt important de la production visant à réparer ou modifier les installations usées au bout de deux ans d'exploitation. Il y a donc une kyrielle d'entreprises extérieures, 500 personnes

environ, qui n'ont jamais travaillé sur ce site. Toute personne y travaillant devrait obligatoirement assister à une réunion de deux heures sur la sécurité et les dangers de l'entreprise.

Mercredi 20 mai, on a entendu la sirène d'alarme annonçant des émanations de gaz toxiques. Les embauchés et les sous-traitants qui ont de l'ancienneté ont immédiatement réagi, distribué les masques à gaz et organisé les départs vers les "zones protégées". Mais de derrière ces fameuses "zones protégées",

c'est-à-dire de derrière les vitres des bureaux des chefs, on pouvait apercevoir des groupes de travailleurs continuant à effectuer leurs tâches, dans les hurlements de sirène ! La plupart des 500 travailleurs nouveaux ont en effet continué de travailler...

Finalement ce n'était qu'une fausse alerte, mais qui a démontré précisément que, dans le cas contraire, on aurait assisté à un drame véritable !

Correspondant LO

Centre hospitalier de Roubaix

ET LA PAIE ALORS ?

Nous sommes une quarantaine à travailler pour une entreprise de nettoyage : la SIN, qui a un contrat avec le Centre hospitalier de Roubaix. Nous sommes payés pratiquement au SMIC et, comme la plupart d'entre nous sommes en contrat à temps partiel, le salaire tourne à peine autour de 4 000 F par mois. En

plus, notre patron se permet de ne nous payer... que le 15 du mois suivant !

Mais cette fois-ci, vendredi 15 mai, la paie n'était toujours pas arrivée et on nous annonçait que nous ne serions pas payés avant le 18.

La coupe était pleine.

A sept (sur dix) l'équipe de l'après-midi décidait de ne pas reprendre le travail avant

d'avoir été payée. Notre chef, un peu affolé, dut appeler le patron, qui se déplaça du siège social de la SIN (à 20 kilomètres) pour venir nous rencontrer. Une heure plus tard, il était sur place pour nous annoncer qu'il partait tout de suite à la banque. Une demi-heure plus tard il revenait avec un acompte en liquide de 1 000 F pour chacun. Après nous être assurés que nos heures

de grève seraient payées, nous avons accepté de reprendre le travail en fin d'après-midi.

Le lendemain matin, à 5 heures moins dix, le patron était de nouveau sur les lieux pour verser le même acompte à l'équipe du matin, pensant sans doute qu'il était préférable de prévenir que de guérir.

Nous espérons qu'il méditera cette leçon encore longtemps.

Foyer de jeunes travailleurs Grenoble

SILENCE, ON FERME !

Au foyer des Ecrins à Grenoble, foyer construit en 1968 au moment des Jeux Olympiques, au cœur du "village" qui logeait alors les athlètes et qui forme aujourd'hui une cité populaire de Grenoble, des locataires vont se trouver dehors, sans relogement.

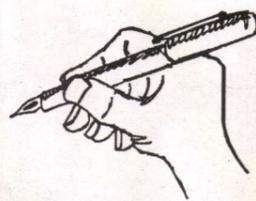
En effet, une partie du foyer, comprenant des dizaines d'appartements et une cafétéria, est restée fermée pendant plusieurs années. Et c'est seulement en 1991 que les travaux de rénovation de cette "barre" ont été entrepris. Elle est sur le point de réouvrir... mais maintenant c'est la "tour" du foyer qui va également être transformée. Elle en a effectivement bien besoin, et les travaux doivent durer plus d'un an et demi. Mais rien n'a été fait pour faciliter le relogement des locataires.

Nous étions plus de cent il y a quelques mois, mais peu de solutions satisfaisantes ont été proposées. Le bâtiment qui s'achève à 20 mètres du nôtre n'accueillera que trois d'entre nous. La seule chose que proposait la direction était des appartements en banlieue, loin de tout commerce et sans

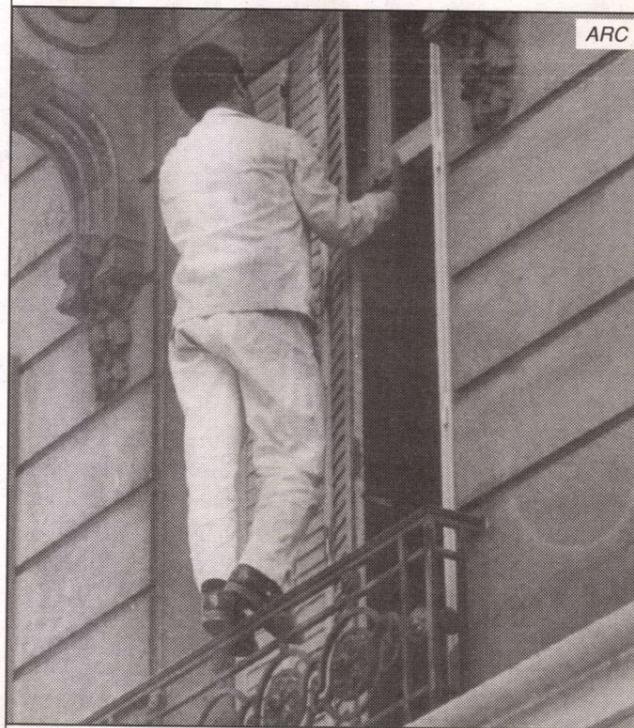
moyen de transport après 21 heures. La plupart des résidents se sont résignés à ce départ, faute de mieux. Quelques-uns, malgré tout, ne se sont pas vu offrir de relogement, ou refusent ces conditions.

Il est quand même révoltant de voir que dans une agglomération de 400 000 habitants, il n'existe que deux foyers de jeunes travailleurs. Il paraît également aberrant que certains jeunes se retrouvent sans logement, alors qu'il y a des milliers d'appartements laissés vacants à cette époque, en particulier par les étudiants finissant l'année scolaire.

Pendant ce temps-là, le maire de Grenoble, Alain Carignon, jette à grand renfort de publicité des milliards pour la construction d'appartements de standing et de bureaux ultra-modernes dans le complexe baptisé "Europole".



nos lecteurs écrivent



Un travail mal payé. Et parfois même, pas du tout !

Chers camarades

Ayant découvert votre journal depuis peu, je tiens à vous faire connaître une situation dont je fus victime il y a quelque temps.

Embauché par une entreprise du Bâtiment, j'avais donc signé un premier contrat stipulant que ma rémunération devait être égale à 35% de la main-d'œuvre facturée au client. On m'en fit ensuite signer un second après l'embauche, en me disant qu'il s'agissait de la même chose que le premier. Je fus effectivement payé pendant deux semaines au taux indiqué... mais pendant deux semaines seulement. Je ne fus par la suite plus jamais payé.

Comme le patron ne voulait rien savoir, je me décidais donc à aller voir l'Inspection du Travail. Là on me fit remarquer que tout en bas de la dernière page du 2e contrat (celui qui était en ma possession) il était mentionné : "Ce présent contrat n'a aucune valeur au niveau juridique et fiscal". Chose que je n'avais évidemment pas remarquée lors de la signature puisque ce contrat était censé être le même que le premier.

Le bilan de cette affaire est que je n'ai toujours pas récupéré la somme qui m'était due. Je vous écris pour signaler ce qui m'est arrivé afin que d'autres ne tombent pas dans ce genre de panneau. En fait j'aurais dû me méfier et, d'une façon générale, les travailleurs devraient se méfier des patrons et de leurs entourloupes qui ne sont destinées qu'à nous vider les poches.

Denis
Peintre en bâtiment (Brest)

Oui, en cette période les patrons se croient vraiment tout permis, y compris tenter d'impressionner les embauchés avec des contrats de travail fantaisistes... en écrivant même noir sur blanc qu'ils le sont ! Signalons tout de même que ce patron ne devrait pas s'en tirer à si bon compte. En l'absence de contrat de travail valable, on est réputé être embauché aux conditions générales, celles de la convention collective par exemple, ou à défaut celles de la loi. Et aucune loi n'en est encore à prévoir qu'on puisse travailler sans être payé... ni même que la mention "ce papier

n'a aucune valeur" en bas d'un papier signé par deux parties puisse avoir... la moindre valeur ! (L'Inspection du Travail aurait d'ailleurs dû le faire remarquer).

Alors faute de mieux il y a tout de même des tribunaux, à commencer par les Prud'hommes- dont il faut se servir chaque fois que c'est possible pour faire respecter des droits conquis de haute lutte... A commencer par rappeler à ce genre de négrier qu'on n'est plus tout à fait au temps de l'esclavage.

Il serait bon en tout cas que ce patron l'apprenne, à ses dépens !



ARC

NOTRE ALLIÉ SADDAM

de Claude Angeli
et Stéphanie Mesnier

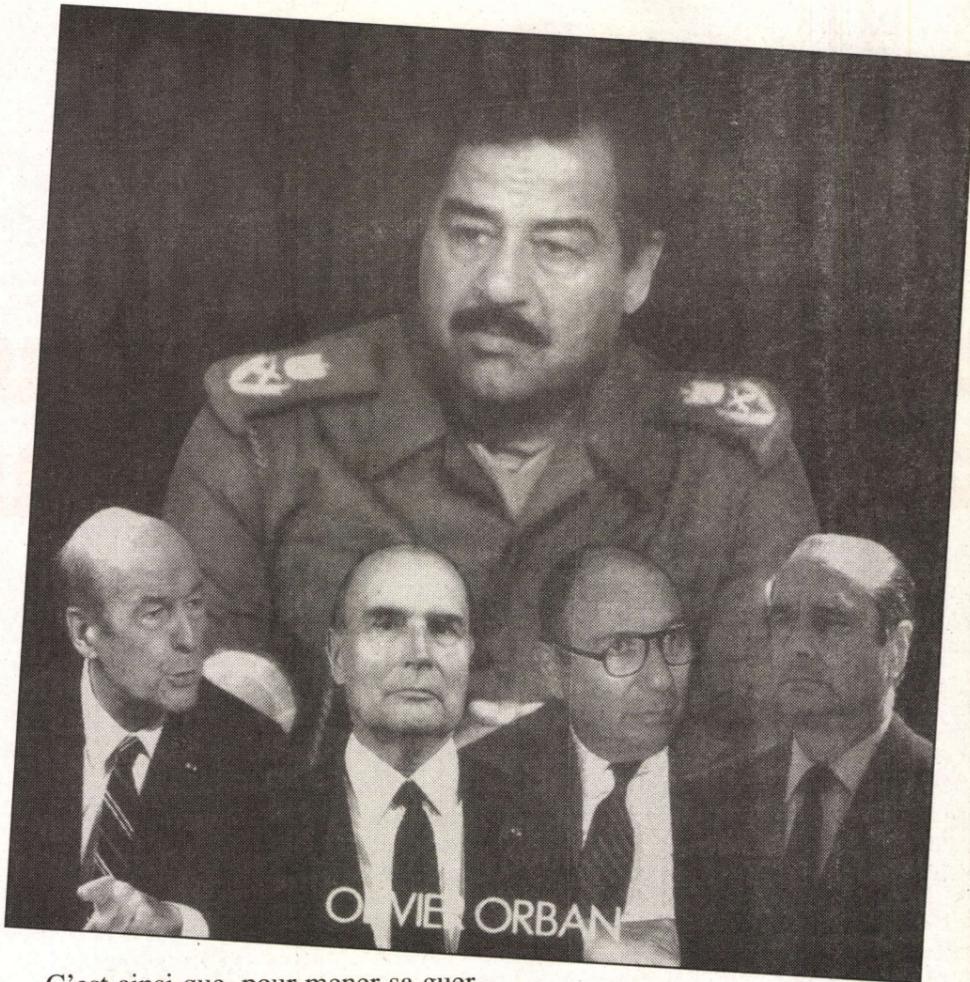
Claude Angeli, rédacteur en chef du *Canard enchaîné*, et Stéphanie Mesnier ont mené une enquête très détaillée sur les quelque vingt années de bonnes relations entre la dictature irakienne et les gouvernants français, de droite comme de gauche, aux petits soins pour garantir à quelques groupes industriels des profits fabuleux.

Les auteurs ont rencontré cent cinquante hommes politiques, diplomates, hauts fonctionnaires, industriels et officiers supérieurs impliqués dans les relations franco-irakiennes mais bien évidemment très peu parmi eux les ont autorisés à les citer nommément.

L'idylle entre le régime irakien et l'Etat français, commencée en 1972 par la réception de Saddam Hussein par Pompidou alors président de la République, se poursuivit en 1974 avec l'arrivée de Giscard au pouvoir et la nomination de Chirac comme Premier ministre et dura pratiquement jusqu'à 1990. Les industriels français purent caser à l'Irak un complexe pétrochimique, une usine d'aluminium, un centre de recherche nucléaire, etc. Dans le domaine du bâtiment et des travaux publics quelques gros groupes se taillèrent l'essentiel du marché : Bouygues, Pelège, Campenon-Bernard, Fougerolles, Spie-Batignolles et SAE. Mais les contrats les plus lucratifs furent décrochés par "la bande

des quatre", gros fabricants et marchands d'armes : Dassault, Aérospatiale, Thomson et Matra, groupes étroitement liés aux ingénieurs généraux de l'armement, à certains membres de l'état-major des armées, aux services de renseignements comme au ministère de la Défense.

Comme le font remarquer les auteurs, tous ces gens "disposent d'assez d'influence pour peser sur la politique étrangère, et parfois sur la presse". C'est ce "complexe militaro-industriel" qui emporta les décisions gouvernementales bien plus que le lobby des associations franco-irakiennes où se retrouvaient pêle-mêle des politiciens du RPR, de l'UDF et du PS, des industriels, des écrivains et des journalistes. Avec les gouvernants socialistes, les bonnes affaires avec Saddam Hussein se sont poursuivies. Dans l'opposition, Mitterrand fustigeait en octobre 1980 la "politique mercantile irresponsable" du gouvernement de droite fournissant des armes à l'Irak engagé dans une guerre contre l'Iran. Quelques jours encore avant son élection, il promettait de cesser les livraisons d'armes à l'Irak s'il était élu. Mais aussitôt au pouvoir il s'empressa de donner une série de garanties aux Etats pétroliers arabes de crainte qu'ils ne retirent leurs dépôts dans les banques françaises.



C'est ainsi que, pour mener sa guerre contre l'Irak, Saddam eut droit à toute la panoplie de l'armement français le plus sophistiqué.

Le gouvernement socialiste se rangea à fond du côté de la dictature irakienne dont la guerre la plaçait alors du côté de l'Occident contre le régime iranien et ses velléités de prendre quelque indépendance à l'égard de l'impérialisme. En janvier 1990, après huit ans d'une guerre Irak-Iran d'autant plus meurtrière que l'Etat français avait fourni ses armes les plus modernes, le ministre socialiste Chevènement chantait toujours les louanges de Saddam, "un dirigeant courageux et aimé" ayant "une pensée claire et intéressante".

Le côté sanguinaire du régime irakien n'a jamais créé d'états d'âme chez les gouvernants français. Ce n'est qu'à partir du moment où l'Irak s'est avéré ne plus être un bon payeur, que les relations se sont un peu refroidies. Les livraisons d'armes ont donc diminué mais elles se sont poursuivies jusqu'en juillet 1990. Et elles ne cessè-

rent que lorsque Saddam Hussein voulut, pour une fois, se servir de ses armes contre un trop bon allié de l'impérialisme : le Koweït.

Si ce livre fournit de nombreuses informations intéressantes, on sent aussi parfois poindre chez les auteurs un certain mépris à l'égard de l'Irak. Ils s'offusquent par exemple de ce que la France ait fourni à ce pays une technologie nucléaire. Plus choquant, ce livre n'aborde pas du tout les conséquences désastreuses pour la population irakienne de ces vingt années de relations - sans parler de la guerre du Golfe elle-même - comme si cela ne faisait pas partie du sujet.

Malgré cela, ce livre donne un aperçu édifiant des pratiques d'un Etat, et d'une bourgeoisie impérialistes collaborant avec un dictateur pour s'enrichir sur le dos de la population d'un pays du Tiers Monde.

Jean-Pierre Calvi

Notre allié Saddam de Claude Angeli et Stéphanie Mesnier. Edition Olivier Orban. 120 F.

LUTTE OUVRIERE

(Union Communiste Internationaliste)

LUTTE OUVRIERE regroupe des militants pour qui le socialisme n'a ni le visage de Mitterrand, ni celui des dirigeants de l'ex-Union Soviétique.

Les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine, car communisme et socialisme sont le seul avenir possible pour l'humanité menacée par les guerres, les crises, l'épuisement des matières premières et la pollution dus à l'anarchie et à l'égoïsme de la société actuelle.

Les travailleurs devront détruire l'appareil d'Etat de la bourgeoisie, c'est-à-dire son gouvernement mais aussi son Parlement, ses tribunaux, sa police, son armée et exercer eux-mêmes, directement, le pouvoir, car le bulletin de vote ne peut pas changer la vie.

Les travailleurs n'ont pas de patrie et ils savent qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut pas être un peuple libre.

C'est pourquoi les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, c'est-à-dire communistes et socialistes révolutionnaires et internationalistes.

Adresser toute correspondance à :
LUTTE OUVRIERE
B.P. 233
75865 PARIS CEDEX 18
FRANCE

La Société d'Editions de Lutte Ouvrière - B.P. 233, 75865 PARIS CEDEX 18 - est une S.A.R.L. au capital de 20 000 F, durée cinquante ans, à partir du 1^{er} janvier 1970.
Gérant : Michel Rodinson.
Associés : René Marmaros, Isaac Szmulewicz, José Chattroussat.
Directeur de publication et responsable de la rédaction : Michel Rodinson.
Tirage : 17 000 exemplaires.
Composition : Point-Virgule Photocomposition - Paris.
Impression : Roto de Paris, La Plaine Saint-Denis (Seine-Saint-Denis).
Commission paritaire des publications n° 64 995.

ABONNEMENTS

- **Lutte Ouvrière** - hebdomadaire :
France : 6 mois : 130 F - 1 an : 250 F.
Autres pays, voie ordinaire : 6 mois : 170 F - 1 an : 320 F.
- **Lutte de Classe** - mensuel trilingue en français, anglais et espagnol édité par l'Union Communiste Internationaliste.
France, 1 an : 80 F. - Autres pays, voie ordinaire, 1 an : 95 F.
Pour envois par avion ou sous pli fermé, tarifs sur demande.

BULLETIN D'ABONNEMENT

NOM :
PRENOM :
ADRESSE :
CODE POSTAL et VILLE :
COMPLEMENT D'ADRESSE :
Je m'abonne à : **LUTTE OUVRIERE - LUTTE DE CLASSE**, pour une durée de :
(rayer la mention inutile).
Ci-joint la somme de :
Règlement : - par chèque bancaire ou postal à l'ordre de MICHEL RODINSON,
- par virement postal à MICHEL RODINSON CCP 6 851 10 R - PARIS

Thaïlande

La démission du général Suchinda :

UN SUCCES POUR LA JEUNESSE QUI A AFFRONTÉ L'ARMÉE

En Thaïlande, après la répression sanglante des manifestations des 17, 18 et 19 mai contre son régime (dont le bilan est sûrement bien plus lourd que les 43 morts reconnus officiellement) le général Suchinda Krapayoon a donné, dimanche 24 mai, sa démission du poste de Premier ministre. Tous les manifestants arrêtés lors des émeutes de la semaine précédente devraient en principe être libérés. Et une amnistie générale est décidée.

Pour tous ceux qui étaient descendus dans la rue manifester contre le régime, et surtout pour ces dizaines de milliers de jeunes qui ont fait face pendant trois jours successifs à une armée qui n'hésitait pas à tirer sur la foule, c'est bien sûr une victoire. Et elle ne peut que reconforter tous ceux qui dans le pays abhorrent le régime.

Celui qui était jusque-là l'homme fort de l'armée, a été probablement lâché par une partie de ses pairs, contraint de céder. Les possédants de Thaïlande, y compris bien sûr les trusts étrangers implantés dans le pays, craignaient sans doute de voir la révolte de la jeunesse, qui dans un premier temps avait débuté à l'appel de l'opposition parlementaire,

déboucher sur une situation incontrôlable, voire une explosion.

Les financiers font leurs comptes, pas celui des morts, mais seulement celui des dollars et des yens perdus, le compte des hôtels qui ne sont plus pleins qu'à 20% et risquent d'être quasiment vides cet été. Ils font le compte des investisseurs qui jusque-là ne regardaient du côté de la Thaïlande, plutôt que vers d'autres pays où la main-d'œuvre est aussi bon marché, que parce qu'ils la croyaient à l'abri des mouvements sociaux et bien tenue par l'armée : une enquête auprès des patrons de 200 firmes japonaises implantées en Thaïlande donnait pour 64% d'entre eux la "stabilité politique et sociale" comme première raison de leur choix. Après avoir manié la terre, il était temps pour eux de lâcher du lest.

Et le scénario, mercredi 20 mai, filmé à la télévision, du roi de Thaïlande réprimandant ensemble le général Suchinda et le chef de file de l'opposition, le général Chamlong Srimuang (celui que Suchinda avait fait arrêter quelques jours plus tôt), tous deux agenouillés devant lui, avait surtout pour but de calmer les esprits en sauvant l'essentiel du régime. Le roi

les renvoyait dos à dos en leur demandant d'en finir avec leurs querelles, et de bien vouloir collaborer.

Dès lors on pouvait chercher à présenter la démission de Suchinda quatre jours plus tard comme une victoire des politiciens qui se disent démocrates (dans ce pays où les militaires contrôlent toute la politique, les chefs de l'opposition dite "démocratique" sont eux aussi tous des généraux), et comme le résultat d'une alliance passée entre les cinq partis de l'ancienne coalition gouvernementale (qui

n'avait gagné les élections en mars dernier que grâce à une fraude éhontée) et les partis d'opposition. Quant à l'armée, l'amnistie proclamée pour les événements des 17, 18 et 19 mai a aussi pour but de mettre ses responsables à l'abri de toute poursuite, y compris d'amnistier le maréchal commandant suprême des forces armées, et le général en chef de l'armée de terre responsables directs de la répression, dont les manifestants demandaient la démission en même temps que celle de Suchinda.

Les grandes manœuvres



L'armée a massacré mais n'a pas triomphé.



La détermination des manifestants a incité le régime à lâcher du lest.

Olivier BELIN

Israël

A L'HEURE DES POGROMES ANTI-ARABES

Le week-end des 23 et 24 mai a semblé faire basculer Israël dans une atmosphère de lynchage anti-arabe.

Les raids répétés de l'aviation israélienne au sud-Liban, des opérations de police dans la bande de Gaza se soldant par la mort de trois Palestiniens, des manifestations de protestation et un appel à une grève générale de trois jours, lui-même suivi d'une décision de couvre-feu à partir du lundi matin 25 mai, tout a contribué à

faire monter la tension.

Enfin, le 24 mai encore, dans la cité balnéaire de Bat Yam, près de Tel-Aviv, c'est un jeune Palestinien de dix-neuf ans qui a poignardé en pleine ville une jeune Israélienne de quinze ans. Ce meurtre a entraîné en riposte de véritables scènes de pogromes, les manifestants juifs israéliens s'en prenant à tous les Arabes qu'ils rencontraient.

L'occupation israélienne des territoires, l'intensification de la colonisation

juive dans ceux-ci, la répression de l'Intifada, la radicalisation qu'elle entraîne en retour et l'influence croissante des groupes intégristes dans la population palestinienne, tout concourt aujourd'hui à creuser un fossé de haine toujours plus profond entre Juifs et Arabes en Israël et dans les territoires occupés.

C'est cela qui explique bien sûr qu'un jeune Palestinien ait pu avoir un tel geste contre une jeune Israélienne. Mais il faut rappeler que de tels gestes

individuels ont aussi été le fait d'Israéliens, comme ce soldat qui avait ouvert le feu à froid sur un groupe de travailleurs arabes attendant le car.

Mais le plus significatif sans doute du climat politique est le fait que, suite au drame de Bat Yam, les dirigeants israéliens n'ont pas voulu être en reste. "Il fallait le tuer" a dit simplement le ministre des Cultes à propos du jeune Palestinien. Le Premier ministre Shamir, lui, a déclaré qu'"il ne serait

rien arrivé de fâcheux à qui aurait tué cet assassin", insistant même : "Les assassins de Juifs doivent savoir qu'ils ne peuvent pas sortir vivants de leurs attaques", pas gêné d'appeler ainsi au lynchage pur et simple.

Israël est en campagne électorale, et on assiste à une surenchère de l'extrême-droite, dont les commandos se livrent fréquemment à des attaques contre des travailleurs palestiniens. Il n'est pas rare que ceux-ci soient attaqués en

pleine rue, roués de coups aux cris de "mort aux Arabes"... Alors les dirigeants du Likoud, en particulier, tiennent à soutenir la concurrence et à ne pas être en reste.

Ils portent ainsi une grande part de responsabilité dans l'aggravation du climat. Quitte à créer, en Israël et dans les territoires occupés, une situation de plus en plus insoluble et qui pourrait déboucher une fois de plus sur des flots de sang.

A. F.